

AFRIQUE

Niger : une série d'attentats déjouée

4 juin 2019

Au Niger, une série d'attentats contre la capitale Niamey et Diffa, la grande ville du Sud-Est, a été déjouée ce week-end. C'est ce qu'a annoncé, lundi 3 juin, le gouvernement nigérien, qui n'a donné aucun détail sur l'identité de ces personnes ni sur leurs cibles.

Des ambassades occidentales, notamment française et américaine, avaient alerté samedi sur des risques d'attaques terroristes dans le pays. L'alerte a permis de neutraliser plusieurs assaillants. Neuf terroristes neutralisés avant qu'ils ne passent à l'action, cela signifie que l'alerte lancée par l'ambassade de France à Niamey a été prise très au sérieux par les services de sécurité.

Source : RFI

Niger : les enlèvements pour des rançons se multiplient dans le sud-est

31 mai 2019

Dans la région de Diffa, au sud-est, tout près de la frontière nigériane, les enlèvements de personnes contre rançons se multiplient.

Dans la nuit du mercredi 29 mai, 11 personnes ont été enlevées dans le village de Toumour.

Des enlèvements qui continuent malgré de lourdes pertes infligées ces derniers temps aux jihadistes par les soldats de la Force multinationale mixte qui regroupe le Tchad, le Niger, le Cameroun et le Nigeria.

Source : RFI

Nigeria : multiplication des enlèvements contre rançon dans le nord

19 mai 2019

Au Nigeria, les enlèvements contre rançons connaissent une recrudescence sans précédent dans le nord du pays. Apparus au début des années 2000 dans la région pétrolifère du Sud-Est, dans le Delta du Niger, ces enlèvements visaient dans un premier temps, les expatriés, puis les Nigériens aisés.

Depuis la récession économique de 2016 et la détérioration de la sécurité, cette pratique criminelle a essaimé. Elle touche désormais les riches comme les pauvres, particulièrement le Nord-Ouest.

Circuler sur la route entre Birnin-Gwari et Funtua c'est prendre le risque de se faire enlever. Même constat sur l'autoroute entre Kaduna et la capitale fédérale Abuja. La presse nigériane regorge d'articles sur le sujet avec des témoignages quasi identiques : routes bloquées, voitures arrêtées...

Passagers emmenés puis gardés captifs dans des repaires isolés tenus par des petits groupes armés. Les enlèvements ont lieu de jour comme de nuit. Et ils concernent jusqu'aux plus pauvres qui se retrouvent à devoir hurler leur douleur au bout du fil pour que des proches payent une rançon le plus rapidement possible.

Un véritable fléau qui ne cesse de s'accroître. Le personnel de sécurité est largement insuffisant dans le pays alors que le gros des troupes est déployé dans l'extrême nord-est pour lutter contre Boko Haram. Résultat : les groupes de bandits pullulent dans les États du nord-ouest où ils se livrent à des enlèvements pour des raisons purement lucratives.

Source : RFI

De violentes attaques dans le nord-ouest poussent plus de 20.000 Nigériens à se réfugier au Niger (HCR)

28 mai 2019

Une récente flambée de violence au nord-ouest du Nigéria a forcé plus de 20.000 personnes à se réfugier au Niger depuis avril, a indiqué le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Les personnes disent avoir assisté à des déchaînements de violence contre des civils, dont des attaques à la machette, des enlèvements et des violences sexuelles.

Toutefois, le HCR note que cette toute dernière recrudescence de la violence n'est pas liée au groupe djihadiste Boko Haram. Des personnes fuiraient pour diverses raisons, notamment des affrontements entre agriculteurs et éleveurs de différents groupes ethniques, ainsi que des enlèvements contre rançon dans les États nigériens de Sokoto et Zamfara.

Dans ces conditions, le HCR s'inquiète de la détérioration de la sécurité au Nigéria et collabore étroitement avec les autorités nigériennes pour fournir des prestations de base et enregistrer les nouveaux arrivants.

Parmi les nouveaux arrivants, beaucoup se sont installés tout près de la frontière avec le Nigéria où le risque d'incursions armées demeure très élevé. Le HCR, les autres agences des Nations Unies et les partenaires étudient avec le gouvernement la possibilité de les transférer dans des villes et des villages situés plus à l'intérieur des terres.

Outre l'aide apportée aux nouveaux venus du Nigéria, le HCR prévoit de soutenir les familles hôtes qui ont toujours fait preuve de solidarité envers les personnes déracinées et les ont accueillies sous leur toit, malgré l'insuffisance de leurs propres ressources et d'un manque d'accès aux services essentiels.

Plus largement, les violences perpétrées par des éléments de Boko Haram dans la région de Diffa se sont également intensifiées de façon considérable depuis 2018, avec un très lourd bilan en termes de victimes civiles ainsi que des mouvements secondaires sans précédent dans la région.

A noter que l'insurrection menée par Boko Haram s'est déjà propagée jusqu'au Niger où la région de Diffa en subit les conséquences depuis 2015. À l'heure actuelle, la région accueille près de 250.000 personnes déracinées, dont des réfugiés nigériens et des citoyens nigériens déplacés dans leur propre pays.

Le Niger continue de donner l'exemple au niveau régional, en offrant la sécurité aux réfugiés qui fuient les conflits et les persécutions dans de nombreux pays. L'agence onusienne note que ce pays conserve ses frontières ouvertes malgré la violence qui continue de sévir dans plusieurs pays voisins au Nigéria, au Mali et, plus récemment, au Burkina Faso.

Le Niger accueille actuellement plus de 380.000 réfugiés et demandeurs d'asile originaires du Mali et du Nigéria, sans compter ses propres déplacés internes. Le pays a également offert refuge à 2.800 demandeurs d'asile transférés par avion pour les protéger de l'insécurité en Libye, dans l'attente de solutions durables.

Source : ONU

Nouvelle embuscade meurtrière dans le nord-est du Nigeria ; l'insurrection islamiste s'étend

26 mai 2019

Des islamistes ont tué au moins 25 soldats et des civils dans une embuscade dans le nord-est du Nigeria, la seconde attaque meurtrière contre l'armée la même semaine. Les assaillants ont ouvert le feu sur les militaires alors que ces derniers escortaient un groupe d'habitants évacués d'un village de l'Etat de Borno, où la secte islamiste Boko Haram a lancé une insurrection armée.

Le gouvernement nigérian affirme que l'insurrection menée au Nigeria par Boko Haram et son rival l'Etat islamique Province Afrique de l'Ouest est en train de s'éteindre mais les militaires continuent de subir de lourdes pertes.

Le conflit a fait en dix ans plus de 30.000 morts et des millions de déplacés.

L'EI pour l'Afrique de l'Ouest a revendiqué la mort de 20 soldats nigériens tués lors d'une opération conduite deux jours plus tôt et a publié une vidéo montrant l'exécution de 9 autres militaires.

Source : Reuters

Tchad : société civile et opposition dénoncent la "défaillance" du régime ; toujours pas de date pour les élections législatives pendant que les attaques vont croissantes

5 juin 2019

La société civile et l'opposition tchadiennes dénoncent la "défaillance" du pouvoir qui menace de rétablir la cour martiale au moment où les attaques jihadistes et les violences intercommunautaires se multiplient dans le pays.

Le président tchadien Idriss Déby Itno a dénoncé "de fortes complicités locales" avec le groupe jihadiste nigérian Boko Haram dans la région du lac Tchad où au moins huit attaques ont eu lieu depuis juin 2018, appelant à dénoncer "tous ceux qui servent de relais aux terroristes".

Les questions sécuritaires "pèsent beaucoup sur nos pays, la question de la (situation en) République centrafricaine, ou de Boko Haram (le groupe jihadiste nigérian) ou de la situation sécuritaire au Soudan ou en Libye, qui sont les pays voisins du Tchad", ont été abordées lors d'un entretien avec le président gabonais Ali Bongo Ondimba.

Les militaires tchadiens ont participé à de nombreuses opérations en Afrique, notamment contre les jihadistes au Mali, aux côtés de l'armée française. Pour l'opposition tchadienne, le président ayant menacé de rétablir la cour martiale, ces dernières déclarations illustrent son "incapacité" à continuer à présider aux destinées du Tchad.

Les conflits intercommunautaires se multiplient de plus en plus. Au moins 31 personnes sont mortes mi-mai dans l'est, au cours d'affrontements opposant agriculteurs autochtones ouaddaïens et éleveurs membres de tribus arabes.

Depuis plusieurs dizaines d'années, l'est tchadien, zone de transhumance et région stratégique à la frontière avec le Soudan, est en proie à des conflits entre ces communautés. Selon des chercheurs, l'augmentation de la sécheresse et la pression démographique ont intensifié les tensions liées à la transhumance.

Et à ces changements structurels, sont venus se greffer des problèmes ethniques. Les troupeaux appartiennent en grande majorité aux Zaghawa, l'ethnie du président Déby, selon les agriculteurs, qui dénoncent l'impunité dont les éleveurs bénéficient lorsqu'un différend éclate.

Une situation conflictuelle entre éleveurs et agriculteurs qui se retrouve dans plusieurs autres pays africains, notamment au Nigeria. "Sans nier les graves tensions dans ce pays, Déby a l'habitude d'exacerber les menaces internes", analyse le spécialiste français Roland Marchal, chercheur à Sciences-Po.

Des élections législatives, maintes fois reportées, doivent avoir lieu en 2019. "Tout ce qui pourra retarder la tenue de ces élections pour Déby sera bienvenu", selon M. Marchal qui s'interroge sur la nécessité de rétablir la cour martiale alors que la "principale raison de l'intensification de ces conflits est liée à la sécheresse".

Source : AFP

Mali : Bankass, ville fantôme après un double assassinat dans le centre de santé

1^{er} juin 2019

L'insécurité continue de sévir au centre du Mali, où les conflits communautaires font chaque semaine des victimes. Dans la nuit de mercredi, 2 personnes peules ont été assassinées alors qu'elles se trouvaient dans le centre de santé de la ville de Bankass.

Ces meurtres interviennent quelques jours après que d'autres personnes de la même communauté ont été enlevées par des hommes armés. « Ce sont les conflits communautaires qui continuent », se désole Amadou Yaro, président du conseil de cercle de Bankass.

« Les Peuls sont terrorisés, ils ne vont déjà plus aux foires, et maintenant ils n'oseront plus aller se faire soigner », conclut-il. Ces deux dernières semaines, chaque mardi, jour de marché à Bankass, des hommes armés ont enlevé des marchands peuls. Beaucoup de membres de cette communauté ont fui. Bankass est une ville fantôme.

Source : RFI

Mali : les enfants intensément touchés par le conflit armé

18 mai 2019

Le Mali fait partie des dix premiers pays au monde où les conflits causent le plus de tort aux enfants. C'est la conclusion qui ressort de la campagne « Non à la guerre contre les enfants ». Du fait de la crise sécuritaire, 954 écoles sont fermées sur le territoire national, ce qui oblige plus de 200 000 enfants à rester à la maison. Certains sont enrôlés dans les groupes armés.

Source : RFI

Au Soudan, le Premier ministre éthiopien appelle à une transition démocratique "rapide"

7 juin 2019

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a appelé vendredi à Khartoum à une transition démocratique "rapide" au Soudan, accentuant la pression de la scène internationale sur les militaires au pouvoir, après la violente répression du mouvement de contestation.

La veille, l'Union africaine (UA) avait suspendu le Soudan "jusqu'à l'établissement effectif d'une autorité civile de transition".

L'Éthiopie et le Soudan partagent une longue frontière et des analystes estiment que la stabilité de chaque côté de la frontière est une préoccupation commune.

Arrivé dans la matinée, le Premier ministre éthiopien a rencontré le chef du Conseil militaire au pouvoir, le général Abdel Fattah al-Burhane, et plusieurs chefs de la contestation.

Les négociations entre les militaires et la contestation ont été suspendues le 20 mai, chaque camp refusant de céder à l'autre la direction de la transition post-Béchar censée durer trois ans.

L'ex-président a été renversé par l'armée le 11 avril, à la faveur d'un soulèvement populaire inédit déclenché en décembre. Après sa destitution, la contestation s'est poursuivie pour exiger le départ des militaires au pouvoir.

Lundi, la dispersion brutale par les forces de sécurité d'un sit-in de manifestants qui se tenait depuis le 6 avril devant le siège de l'armée à Khartoum, qualifiée de "massacre" par la contestation, a installé un climat de peur dans la capitale soudanaise.

Des médecins proches des manifestants ont dénombré 113 morts depuis le début de la répression, principalement au sit-in. Le gouvernement a démenti ces chiffres évoquant un bilan de 61 tués.

La tentative de médiation du Premier ministre éthiopien a été saluée par les deux camps.

Pour Marc Lavergne, spécialiste du Soudan au Centre national de recherche scientifique (CNRS) français, la répression des derniers jours vise à "briser psychiquement la population de Khartoum parce qu'on s'attaque là à l'élite de la nation".

Source : AFP

Centrafrique : les groupes armés contrôlent 80% du territoire

1^{er} juin 2019

L'accord de paix en Centrafrique signé en février entre les autorités et 14 groupes armés, dont l'application accumule les retards, a été entaché par le massacre de plus de 30 civils dans l'ouest du pays, près de la frontière avec le Tchad.

Une délégation d'officiels s'est rendue ensuite dans le fief des 3R de Sidiki à Niem-Yéléwa.

La mission est positive, assurent l'ensemble des acteurs. Le représentant de l'Union africaine à Bangui, Matias Matondo, se réjouit que le leader du groupe armé Les 3R ait reconnu la responsabilité de ses éléments dans les tueries, mais qu'il reste attaché au processus de paix. Il s'est engagé, a-t-il assuré, à faciliter les enquêtes et à livrer les auteurs des tueries.

Du côté de la Minusca, le représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'ONU Kenneth Gluck a assuré que la mission a renforcé ses éléments sur place dans un but de dissuasion : les patrouilles terrestres sont renforcées, des patrouilles aériennes ont été mises en place. Il a ajouté que le travail de la Minusca consiste aussi dans le soutien à la justice centrafricaine.

Ce massacre a fait planer de sérieuses menaces sur l'accord de paix de Khartoum.

Il s'agit de la tuerie la plus importante depuis la signature, le 6 février dernier, d'un accord de paix entre le gouvernement et 14 groupes armés.

Le groupe armé 3R aurait frappé pour venger l'assassinat d'un éleveur peul, le 10 mai. Le groupe armé 3R prétend protéger les Peuls.

Non loin, à Bohong, au moins 3 personnes ont été tuées, après le vol de près de 400 bœufs.

Et d'autres informations provenant des forces de sécurité locales font état de la mort de 15 personnes à Maikolo, un village qui aurait été occupé pendant trois jours par les combattants 3R, bilan que l'ONU n'était pas en mesure de confirmer à ce stade.

Une enquête a été ouverte par les autorités locales, avec le soutien de l'ONU. Des Casques bleus patrouillent dans la région avec les forces armées centrafricaines.

Le groupe 3R a signé l'accord de paix de février. En retour, son chef, Bi Sidi Souleymane (alias Sidiki), a été nommé le 25 mars "conseiller spécial militaire" auprès du Premier ministre, en charge de la mise en place des unités mixtes associant membres des Forces armées centrafricaines (Faca) et groupes armés.

Des informations font état de la mobilisation dans la région de combattants anti-balaka - des milices d'autodéfense qui affirment vouloir protéger chrétiens et animistes contre les exactions des groupes musulmans -, pour en découdre avec les éléments de 3R.

La Centrafrique est déchirée par les violences depuis 2013 et le renversement du président François Bozizé.

L'accord signé en février à Khartoum est le huitième depuis le début de la crise.

Aucun des précédents accords n'a abouti à un retour de la stabilité, dans un pays où les groupes armés contrôlent 80% du territoire et se battent pour la mainmise sur les ressources naturelles. Près d'un quart des 4,5 millions d'habitants de la RCA ont été contraints de fuir leur domicile.

Sources : AFP, RFI

RDC : 13 millions de personnes ont faim dans un pays qui produit plus de nourriture qu'il ne peut consommer

30 mai 2019

La crise alimentaire qui sévit en République démocratique du Congo (RDC) est la deuxième crise alimentaire dans le monde en termes de gravité après celle au Yémen, a déploré le Programme alimentaire mondial (PAM).

Selon le Représentant du PAM en RDC, Claude Jibidar, les nombreux conflits qui secouent le pays depuis plus de deux décennies et qui ont connu une intensification depuis 2016, notamment dans l'Est et le Sud-Est, ont provoqué un déplacement dramatique de populations rurales qui vivent de l'agriculture.

« Les paysans en RDC mangent parce qu'ils peuvent cultiver et récolter, mais nous avons eu jusqu'à 4,5 millions de personnes déplacées dans ces zones rurales. Ce sont des gens qui n'ont pas pu continuer à cultiver. Cela a continué pendant plusieurs saisons agricoles et la situation s'est détériorée avec le temps », a expliqué M. Jibidar.

Environ 13 millions de Congolais vivent dans une insécurité alimentaire extrême, dont 5 millions d'enfants, et les évaluations en cours montrent que la tendance à l'aggravation de l'insécurité alimentaire se poursuit, a averti le PAM.

Pour répondre à cette crise, le PAM continue de renforcer son aide alimentaire et nutritionnelle en ciblant 5,1 millions de personnes cette année, dont 1,5 million reçoivent une assistance nutritionnelle. L'agence se concentre notamment sur l'aide aux personnes déplacées en visant les sites de déplacés mais aussi les sites de retour.

Malgré la complexité de la crise en RDC, le PAM ne sauve pas seulement des vies, mais aussi s'efforce de les changer. L'agence travaille sur le lien « aide humanitaire-développement-paix » en soutenant la sécurité alimentaire et la nutrition par l'agriculture, l'autonomisation des femmes et la consolidation de la paix.

Selon le PAM, la RDC pourrait produire toute la nourriture dont elle a besoin et devenir un exportateur de denrées alimentaires. Le Représentant du PAM souligne l'importance d'investir dans la résilience. Apporter une assistance alimentaire à plus de 5 millions de personnes par an en RDC « n'est pas viable » pour le PAM.

« Ce que l'on voudrait, c'est faire en sorte que ces gens arrivent à se prendre en charge et que l'on puisse se tourner vers d'autres priorités que de donner à manger aux gens dans un pays qui peut produire plus que sa population ne peut manger ».

Source : ONU

Congo-Brazzaville : le président Sassou-Nguesso reçu par Vladimir Poutine

23 mai 2019

C'est la principale annonce à l'issue de ce déplacement à Moscou de Denis Sassou-Nguesso : la Russie et le Congo-Brazzaville vont renforcer leur coopération militaire. Des conseillers militaires seront envoyés par Moscou à Brazzaville pour assurer des missions de formation et de maintenance. Et de nouvelles ventes d'armes ont été évoquées par la Russie.

Denis Sassou-Nguesso n'a pas manqué de saluer le retour de la Russie sur le continent africain. Les deux hommes se retrouveront à l'automne prochain à Sotchi, sur les bords de la mer Noire, à l'occasion du sommet Russie-Afrique.

Source : RFI

Somalie : les shebabs fabriquent désormais eux-mêmes leurs explosifs

19 mai 2019

Selon un rapport confidentiel de l'ONU révélé par l'agence Reuters, les shebabs fabriquent désormais eux-mêmes leurs explosifs. Ce qui explique la recrudescence des attaques du groupe islamique en Somalie.

Il s'agit là d'un changement majeur dans les méthodes des shebabs qui utilisaient jusqu'ici essentiellement des explosifs militaires, comme des mines ou des mortiers. Mais ces dernières années, les attaques sont devenues plus fréquentes et plus dramatiques encore.

Un camouflet pour la communauté internationale dans sa lutte contre le groupe terroriste.

Source : RFI

Le groupe Etat islamique affirme participer à l'insurrection au Mozambique, Maputo dément

5 juin 2019

Le groupe Etat islamique (EI) a affirmé pour la première fois être impliqué dans des combats récents avec l'armée mozambicaine dans le nord du pays en proie à une insurrection islamiste sanglante depuis fin 2017, ce que les forces de sécurité du Mozambique ont catégoriquement démenti mercredi.

Depuis un an et demi, l'extrême nord du pays, à majorité musulmane et riche en gaz, est le théâtre d'une vague de violences attribuées à des radicaux qui prônent une application stricte de

la loi islamique. Plus de 200 personnes ont été tuées, notamment à la machette, ou brûlées vives lors de raids sur des villages et d'embuscades sur les routes.

L'identité et les motivations des assaillants, qui n'ont jamais revendiqué leurs actes, restent une énigme. Mais dans un communiqué traduit mardi soir par le SITE Intelligence Group spécialisé dans la surveillance des sites internet islamistes, le groupe EI a revendiqué, pour la première fois, opérer au Mozambique. La police mozambicaine a démenti ces affirmations.

Et des experts interrogés par l'AFP ont dénoncé une "propagande".

L'armée et la police ont nettement musclé leur présence dans la province du Cabo Delgado (nord), théâtre des attaques attribuées aux islamistes, afin de les mettre hors d'état de nuire. Jusqu'à présent en vain.

Pour le seul mois de mai, le mystérieux groupe désigné par la population locale sous le nom de "al-shabab" - "les jeunes" en arabe - a tué au moins 40 personnes, blessé des dizaines d'autres et incendié des centaines de maisons, selon un comptage de l'AFP.

Aucune source indépendante n'a pu confirmer ou infirmer mercredi un affrontement en début de semaine entre l'armée et les islamistes dans le village de Metubi. Les informations dans le nord du Mozambique sont très difficiles à obtenir, compte tenu notamment de la répression dont sont victimes les journalistes dans la région de la part des autorités mozambicaines.

Source : AFP

Législatives à Madagascar : 4 candidats placés en détention

5 juin 2019

À Madagascar, 4 candidats à la députation sont actuellement placés sous mandat de dépôt, car impliqués dans différentes affaires. L'un d'eux a été condamné par un tribunal de première instance à cinq ans de prison pour détention illégale d'armes. Pour autant, ces 4 hommes sont toujours en lice pour obtenir un siège à l'Assemblée nationale.

Le candidat de la plateforme IRD, qui soutient le président Andry Rajoelina, est impliqué dans une affaire de corruption. Une affaire liée à la vente de la résidence de la famille de l'ancien président Albert Zafy.

Pour les trois autres candidats, sous l'étiquette indépendante, deux sont épinglés pour des affaires de meurtre et de détention illégale d'armes, le troisième pour kidnapping.

Tous les quatre attendent actuellement leur procès en prison.

Les aspirants députés ont tout de même participé à la campagne via leurs colistiers et suppléants. S'ils remportent le scrutin, ils pourront être proclamés députés de Madagascar.

Pour le vice-président de la Commission électorale, Thierry Rakotonarivo, il n'y a rien d'anormal à la situation.

Le sort des candidats dépend de la décision judiciaire. Ce sera ensuite au président de la nouvelle Assemblée nationale de saisir la Haute Cour constitutionnelle (HCC) pour demander

l'avis sur la constatation de vacance de poste. Les résultats complets provisoires suite aux élections législatives du 27 mai seront connus le 15 juin.

En attendant, la société civile lance un appel au calme. Un appel lancé ce samedi 1^{er} juin par l'observatoire Safidy, une plateforme qui a déployé plus de 5 000 scrutateurs nationaux dans le pays. Le calme observé le jour du scrutin et le lendemain a fait place depuis à plusieurs incidents, ont constaté les observateurs de cette plateforme.

Incendie d'un bureau de recensement des résultats, jets de cocktails Molotov, sit-in et manifestations, appel à la haine sur les réseaux sociaux pour contester des résultats encore incomplets et non officiels... C'est ce qu'a constaté l'observatoire Safidy quelques jours après les élections législatives dans plusieurs districts.

Source : RFI

Manque de volonté politique dans la lutte contre la corruption à Madagascar *24 mai 2019*

À Madagascar existe un manque de volonté politique pour lutter contre la corruption. C'est la conclusion du Bureau indépendant anti-corruption (Bianco) lors de la présentation de son bilan annuel. L'ONG Transparency International classe la Grande Île parmi les pays les plus corrompus au monde, au 152^e rang sur 180 pays. Une corruption présente à tous les niveaux.

Recensement des déclarations de patrimoines des élus, affaires de trafic de ressources naturelles ou encore de détournement de fonds, la tâche du Bianco est immense et les pressions sur les enquêteurs sont nombreuses. C'est surtout le manque de volonté politique qui freine la lutte contre la corruption, explique Jean Louis Andriamifidy, le directeur général de l'institution.

Le Bureau indépendant anti-corruption se veut toutefois optimiste et fait remarquer que des signaux positifs ont été envoyés par le nouveau régime qui a mis en place plusieurs recommandations proposées par l'institution, notamment l'interdiction des exportations de bovidés, liées à de nombreux faits de corruption.

Malgré son manque de moyens, le Bianco a pu boucler plusieurs affaires de corruption qui touchent notamment des membres de l'ancien régime, surtout 79 députés soupçonnés d'avoir touché des pots-de-vin pour faire passer des lois électorales l'année dernière.

Source : RFI

L'Afrique du Sud, plus gros pollueur du continent, instaure une taxe carbone *28 mai 2019*

Le président Ramaphosa a promulgué lundi 27 mai la loi sur la taxe carbone. À compter du 1^{er} juin, les entreprises polluantes d'Afrique du Sud devront payer pour leurs émissions de dioxyde de carbone. Une première sur le continent qui a pour but de lutter contre le changement climatique. Le pays est au 14^e rang des pollueurs mondiaux.

L'idée d'instaurer une taxe carbone en Afrique du Sud n'est pas nouvelle, puisque cette loi avait été initiée en 2010. Mais elle a été longtemps repoussée, suite à la pression des entreprises minières et métallurgiques. La compagnie nationale d'électricité avait aussi brandi la menace d'une hausse des prix, alors que sa production repose essentiellement sur le charbon.

Cette nouvelle loi a été saluée par les organisations de défense de l'environnement, surtout WWF. Mais une telle taxe ne sera pas suffisante, selon d'autres activistes, pour atteindre les objectifs fixés dans les accords de Paris de 2015. D'après Greenpeace, le montant de la taxe est trop faible pour pousser les entreprises à changer de stratégie énergétique.

Source : RFI

Manifestation de milliers de Libériens déçus par George Weah à Monrovia

7 juin 2019

Des milliers de Libériens ont manifesté pacifiquement vendredi à Monrovia pour obtenir de meilleures conditions de vie, premier test d'envergure pour le président George Weah, qui peine à redresser l'économie et à lutter contre la corruption 17 mois après son arrivée au pouvoir.

Des dizaines d'associations de la société civile, y compris des pans de la jeunesse ayant porté l'ex-footballeur star au pouvoir en janvier 2018, réunies au sein d'un "Conseil des patriotes" et soutenues par des partis de l'opposition, appelaient depuis deux mois à manifester ce 7 juin.

Certains se disaient "admiratifs" du déroulement pacifique de la manifestation, alors que la communauté internationale s'était inquiétée d'une possible résurgence des violences dans un pays hanté par une guerre civile qui a fait quelque 250.000 morts de 1989 à 2003.

Elu successeur de la présidente Ellen Johnson Sirleaf (2006-2018) sur un programme de résorption de la pauvreté et de lutte contre la corruption, l'ex-star du PSG et du Milan AC a promis de garantir la sécurité et le droit de manifester.

Mais il a haussé le ton jeudi : "Les insultes et l'incitation à la violence ne seront plus jamais tolérées sous mon administration", a-t-il dit. Twitter et Facebook étaient inaccessibles vendredi, ont relevé des correspondants de l'AFP.

George Weah a également défendu son bilan, invoquant le poids de l'héritage de l'administration précédente.

Les manifestants réclament des mesures pour résorber la crise économique, un tribunal spécial pour juger les responsables de la guerre civile et le renforcement de la lutte contre la corruption.

"Le problème fondamental, c'est le cours du dollar américain", qui a doublé par rapport au dollar libérien en deux ans, selon le professeur d'économie Samuel Vaye.

George Weah a annoncé le 29 mai le prochain lancement d'un programme d'aide du Fonds monétaire international (FMI), synonyme de "sacrifices" mais censé stabiliser l'économie.

Source : AFP

Algérie : 1^{er} vendredi de manifestations depuis l'annulation de la présidentielle

7 juin 2019

Les Algériens se sont à nouveau massivement mobilisés pour un 16^e vendredi consécutif, le premier depuis l'annulation de la présidentielle qu'ils rejetaient en bloc et au lendemain de déclarations du président par intérim réaffirmant sa volonté d'organiser néanmoins un scrutin à très court terme.

Un impressionnant déploiement policier dès la matinée dans le centre d'Alger n'a pas empêché une foule massive de converger après la grande prière musulmane hebdomadaire, en début d'après-midi, aux abords de la Grande Poste, point de ralliement de la contestation dans la capitale.

Les manifestants ont crié "dégagez !" à Abdelkader Bensalah, président par intérim, et au général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée devenu de facto l'homme fort du pays depuis la démission du président Abdelaziz Bouteflika, le 2 avril, sous la pression de ce mouvement de contestation inédit.

Difficile à évaluer avec précision, faute de comptage officiel, la mobilisation a semblé intacte à Alger où plusieurs artères du centre débordaient de manifestants, selon des journalistes de l'AFP. Le cortège s'est dispersé dans le calme en fin d'après-midi.

Des manifestants ont également défilé à nouveau massivement dans de nombreuses autres villes du pays, selon des médias et les réseaux sociaux. C'est l'armée qui a les clés et la façon dont elle entend résoudre la crise suscite de nombreuses questions.

Source : AFP

Libye : aux portes de Tripoli, une bataille "vitale" pour les camps rivaux

4 juin 2019

Après deux mois d'offensive sur la capitale, les troupes du maréchal Khalifa Haftar sont bloquées aux portes de Tripoli et les positions sont figées. Mais l'issue de cette bataille est "vitale" pour les camps rivaux, prévient l'experte de la Libye Claudia Gazzini.

Le camp du maréchal Haftar comme celui du gouvernement d'union nationale (GNA) basé à Tripoli refusent de négocier un cessez-le-feu, parce qu'ils "considèrent tous deux cette guerre comme une lutte existentielle", dit cette analyste de l'International Crisis group (ICG), dans une interview à l'AFP à Tripoli.

En deux mois, les combats ont fait plus de 600 morts et 3.200 blessés, selon un dernier bilan lundi de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Le GNA est soutenu par la Turquie et le Qatar, tandis que le maréchal Haftar est soutenu par les Emirats arabes unis, l'Egypte et l'Arabie saoudite.

Source : AFP

Egypte : Human Rights Watch accuse l'armée égyptienne de crimes de guerre au Sinaï

28 mai 2019

Les forces de sécurité égyptiennes ont commis de nombreux abus, dont certains peuvent être considérés comme des crimes de guerre, contre les civils dans le nord du Sinaï, région en proie à une insurrection, estime Human Rights Watch (HRW).

Les forces égyptiennes, qui combattent depuis des années des insurgés islamistes au Sinaï, sont coupables d'arrestations arbitraires, visant notamment des enfants, d'actes de torture, d'exécutions extrajudiciaires, de punitions collectives et d'évictions forcées, accuse HRW.

Dans un rapport, l'organisation de défense des droits de l'homme exhorte les autres pays, dont les Etats-Unis, à cesser de fournir une assistance militaire au Caire.

Le gouvernement égyptien a déjà répondu par le passé en déclarant que des mesures de sécurité fermes étaient nécessaires pour lutter contre l'Etat islamique et les autres groupes djihadistes.

L'insurrection au Sinaï a gagné en intensité après le renversement en 2013 du président islamiste Mohamed Morsi, élu un an plus tôt.

Selon HRW, le conflit a fait plusieurs dizaines de milliers de déplacés, sur le demi-million d'habitants qui peuplent la région.

Les autorités ont arrêté plus de 12.000 personnes tandis que 3.076 islamistes présumés et 1.226 militaires et policiers ont été tués dans le Nord-Sinaï entre 2014 et 2018, selon l'Institut Tahrir pour la politique au Moyen-Orient.

Source : Reuters

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Syrie : les combats s'intensifient dans la province d'Idleb, situation humanitaire catastrophique

6 juin 2019

Rappel du contexte

Depuis fin avril, le régime syrien soutenu par l'armée de l'air de l'allié russe bombarde quasi quotidiennement les secteurs sous contrôle principalement de HTS dans la province d'Idleb (nord-ouest syrien) ainsi que dans les provinces de Hama, d'Alep et de Lattaquié.

HTS est l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda et occupe majoritairement la province d'Idleb. Cette province est aussi occupée par d'autres groupuscules jihadistes et par des rebelles au régime syrien.

La province d'Idleb est l'ultime grand fief des jihadistes en Syrie, pays en guerre depuis 2011.

L'escalade à Idleb est la plus grave depuis que Moscou et Ankara, parrain de certains groupes rebelles, ont annoncé en septembre 2018 un accord sur une "zone démilitarisée" devant séparer les territoires jihadistes et insurgés des zones gouvernementales attenantes.

Cet accord, censé faire éviter à la province une offensive d'envergure du régime, n'a été que partiellement appliqué, en raison du refus des jihadistes de se retirer de la zone tampon.

Déclenché en 2011 par la répression de manifestations, le conflit en Syrie a fait plus de 370.000 morts.

Avec l'appui de la Russie, de l'Iran et du Hezbollah libanais, le régime a repris près de 60% du territoire.

21 combattants pro régime tués dans une attaque jihadiste selon une ONG

Des groupes jihadistes ont lancé une contre-attaque jeudi contre des combattants fidèles au régime tuant 21 d'entre eux dans le nord-ouest de la Syrie, où le pouvoir a poursuivi ses bombardements meurtriers, selon une ONG.

L'assaut dans les limites nord de la province de Hama, voisine de celle d'Idleb, a été lancé par HTS et d'autres groupuscules jihadistes, a indiqué l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Après la progression des forces prorégime qui ont repris des secteurs à la faveur des raids et combats au sol, les jihadistes "ont lancé une contre-attaque" et se sont emparés de plusieurs collines, a déclaré à l'AFP le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane.

Situation humanitaire dramatique

Plus de 300 civils ont été tués depuis fin avril, selon l'OSDH. Au moins 24 hôpitaux et cliniques, mais aussi 35 écoles, ont été touchés par les bombardements, selon l'ONU.
Plus de 300.000 personnes ont été déplacées.

Des ONG syriennes dénoncent l'inaction de la communauté internationale face à l'escalade du régime syrien et de son allié russe dans la province d'Idleb, à l'origine, selon elles, de "la plus importante" vague de déplacés depuis le début du conflit.

Des représentants de ces ONG ont décrit un drame humanitaire empirant de jour en jour dans cette province, affirmant qu'outre les dizaines de morts civils, les bombardements avaient poussé plus de 300.000 personnes à fuir leurs foyers vers la frontière turque et que "plus de 200.000 d'entre elles vivent dans des oliveraies" faute de places dans les camps de réfugiés.

Dans la province d'Idlib, vivent plus de trois millions de civils. Les déplacés supplient la Turquie d'ouvrir sa frontière.
L'absence de réaction d'Ankara face à l'offensive des forces de Damas et son refus concomitant d'ouvrir sa frontière exaspèrent les déplacés.

Le mur frontalier qui se dresse à quelques dizaines de mètres des camps de déplacés offre à ces derniers une sécurité relative, les frappes aériennes étant rares dans ce secteur, mais il les empêche aussi de fuir la zone de conflit et de rejoindre les millions de Syriens déjà partis à l'étranger.

Ankara livre des armes aux rebelles syriens dans la région d'Idlib

Fin mai, la Turquie a livré de nouvelles armes aux rebelles syriens qui tentent de repousser une offensive des forces gouvernementales appuyées par la Russie dans la région d'Idlib, ont déclaré à Reuters de hauts responsables de l'opposition syrienne et des sources au sein de la rébellion.

D'après deux hauts responsables de l'opposition syrienne, Ankara a accentué ses livraisons récemment après avoir échoué à convaincre la Russie d'intervenir pour mettre fin à cette offensive.

Cela montre la volonté de la Turquie de conserver son influence dans le nord-ouest de la Syrie, où elle a renforcé sa présence militaire dans une dizaine de bases établies dans le cadre d'un accord de désescalade avec la Russie.

Sources : AFP, Reuters

Syrie : MSF alerte sur la situation dans le camp d'al-Hol

23 mai 2019

MSF dénonce la situation humanitaire dans le camp d'al-Hol, dans le nord-est de la Syrie où sont retenues 73 000 personnes, dont 94% sont des femmes et des enfants d'anciens jihadistes du groupe Etat islamique.

Pour Médecins sans frontières, la situation dans le camp d'al-Hol est « alarmante ». « Vu l'étendue des besoins, les services médicaux sont largement insuffisants, l'eau manque, il fait

une chaleur très forte », prévient Sophie Désoulières, conseillère aux affaires humanitaires pour l'ONG, interrogée par RFI.

Source : RFI

Dans le nord irakien, qui met le feu aux terres agricoles ?

7 juin 2019

Attaques de jihadistes, disputes entre propriétaires, conflits ethniques...? Depuis un mois, les terres agricoles du nord irakien, le grenier à blé du pays, partent en fumée et personne ne sait vraiment qui se trouvent derrière ces incendies.

Cette année, après les fortes pluies, la saison agricole s'annonçait pourtant bonne. Mais entre début mai et début juin, la période de récolte, "236 incendies" ont réduit en cendres "5.183 hectares" de culture, principalement de blé et d'orge, selon la Défense civile.

Tous ces feux, et les centaines d'autres qui ont pu être éteints, se sont déclarés dans quatre provinces du Nord, occupées un temps par le groupe Etat islamique (EI) entre 2014 et 2017 et où se terrent encore des jihadistes.

A plusieurs reprises, selon un officier de police qui s'exprime sous le couvert de l'anonymat, "des combattants de l'EI ont mis le feu aux champs car les agriculteurs refusaient de leur payer la zakat", l'impôt musulman.

Ces jihadistes, poursuit-il, "viennent à moto, déclenchent des incendies et laissent des explosifs qui se déclenchent à l'arrivée des civils et des pompiers".

"Dans le district d'al-Abbassi, quatre civils sont morts, et dans celui de Daqouq, un autre a été tué", assure-t-il, en référence à des secteurs de la province de Kirkouk.

Dans son magazine de propagande, al-Naba, l'EI a revendiqué "78 incendies", rappelle à l'AFP Hicham al-Hachémi, spécialiste des mouvements jihadistes. "Les autres incendies sont surtout le fruit de conflits pour la terre, entre personnes ou tribus", estime-t-il.

Et dans la province de Kirkouk, que le Kurdistan autonome dispute aux autorités centrales de Bagdad, les 200.000 hectares de terre arables se retrouvent aussi régulièrement l'otage des conflits interethniques.

Chaque année, cette province pétrolière produit 650.000 tonnes, principalement de céréales, rappelle Bourhan al-Assi, en charge de l'Agriculture au Conseil provincial.

Pour lui, les incendies ont atteint cette année un record "inégalé" dans un pays où l'agriculture fait vivre un habitant sur trois. L'Irak va devoir importer du blé.

Source : AFP

Incursion de l'armée turque au Kurdistan irakien contre le PKK

4 juin 2019

Au Nord de l'Irak, nouvelle escalade entre l'armée turque, et le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. Les séparatistes réfugiés dans les montagnes du Kurdistan irakien essuient depuis une semaine des attaques répétées des troupes turques.

Si les positions du PKK en Irak sont presque chaque semaine la cible de bombardements de l'aviation turque, l'opération militaire en cours pourrait être la plus importante depuis un an. L'incursion de l'armée turque sur le mont Khakurk, contrôlé par le PKK, aurait déjà tué 64 combattants kurdes, selon le ministère turc de la Défense.

Des combats qui se déroulent sur le territoire irakien, sans que le gouvernement de Bagdad ne hausse réellement le ton contre Recep Tayyip Erdogan. Et pour cause, le président turc a récemment promis d'investir massivement dans la reconstruction de l'Irak.

Pour le gouvernement de la région autonome du Kurdistan Irakien, la situation est encore plus délicate, car s'il héberge les quartiers généraux et les camps d'entraînement du PKK depuis la fin des années 1990, la majorité de ses importations transitent par la Turquie.

Le pétrole kurde transite par la Turquie, et la Turquie utilise ce commerce comme moyen de pression.

Le gouvernement du Kurdistan Irakien, libéral, politiquement opposé à la guérilla marxiste du PKK n'a donc aucun intérêt à s'opposer frontalement à son partenaire turc.

Source : RFI

La CEDH juge recevables 546 requêtes de magistrats turcs emprisonnés

3 juin 2019

Ces magistrats avaient été démis de leurs fonctions après le putsch manqué de juillet 2016. Le régime turc les accuse d'appartenir au mouvement de Fathullah Gülen, l'ennemi politique du président Erdogan et soupçonné d'avoir fomenté le coup d'État raté de 2016.

La Cour européenne des droits de l'homme va demander des explications aux autorités turques. Les 546 magistrats dont elle accepte la requête ont perdu leur travail, ont été placés en garde à vue, parfois en détention et ont été inculpés pour appartenance à un groupe terroriste.

Les recours que ces magistrats ont déposés devant la justice turque ont été jugés irrecevables. Aujourd'hui, la Cour européenne des droits de l'homme va étudier leur dossier. Une mauvaise nouvelle pour Ankara : le pays a déjà été condamné plusieurs fois par la CEDH, notamment dans des dossiers concernant les arrestations intervenues après le putsch raté de 2016.

Ankara rejette régulièrement les décisions de la CEDH. En tant que membre du Conseil de l'Europe, elle a pourtant l'obligation de les appliquer.

Le régime a arrêté 160 000 personnes et 152 000 fonctionnaires ont été renvoyés après ce putsch manqué. La cour de Strasbourg doit encore étudier près de 3 000 plaintes de citoyens turcs.

Source : RFI

Istanbul : le maire déchu dénonce les "mensonges" invoqués pour annuler son élection

23 mai 2019

Le maire déchu d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, a dénoncé les "mensonges" invoqués pour annuler son élection le 31 mars et appelé ses électeurs à rester mobilisés lors du nouveau scrutin le 23 juin.

Le parti au pouvoir AKP avait dénoncé des "irrégularités massives" lors du scrutin. Les recours de l'AKP avaient conduit le Haut-comité électoral (YSK) à annuler le scrutin et à en convoquer un nouveau le 23 juin.

Ekrem Imamoglu avait battu Binali Yildirim, candidat de l'AKP et ex-Premier ministre, avec moins de 13.000 voix d'avance. Une marge minime à l'échelle d'une ville de plus de 15 millions d'habitants, contrôlée par les islamo-conservateurs depuis 25 ans.

L'YSK a publié la décision motivée de l'annulation de l'élection de M. Imamoglu, évoquant une série d'irrégularités liées notamment à la nomination des responsables des bureaux de vote qui, en vertu de la loi, doivent être des fonctionnaires.

Dans un document de 250 pages, le Haut-comité électoral estime à plus de 300.000 le nombre de "votes suspects".

Des questions demeurent notamment sur les raisons pour lesquelles seule l'élection du maire a été annulée et pas celle des conseillers municipaux, qui sont majoritairement issus de l'AKP.

Source : AFP

La Turquie a stoppé ses achats de pétrole iranien

23 mai 2019

La Turquie a mis fin en mai à ses achats de pétrole iranien après l'abrogation des exemptions que les Etats-Unis avaient accordées à certains pays pour qu'ils puissent continuer à acheter du brut iranien malgré les sanctions visant Téhéran, a dit un haut représentant de l'administration turque.

Washington a décidé l'an passé d'imposer des sanctions aux pays et aux entreprises qui importent du pétrole iranien après avoir dénoncé en mai 2018 l'accord de 2015 sur le programme nucléaire mené par l'Iran.

Le président américain Donald Trump a annoncé en avril que les dérogations qui permettaient à huit pays d'importer du brut iranien en dépit des sanctions américaines ne seraient pas prolongées. Elles ont expiré le 1^{er} mai.

L'Iran est l'un des principaux fournisseurs d'hydrocarbures de la Turquie, qui dépend presque totalement des importations pour ses besoins pétroliers.

Le représentant de l'administration turque a par ailleurs indiqué que la Turquie était en désaccord avec la politique de sanctions des Etats-Unis à l'égard de l'Iran.

Source : Reuters

L'Iran refuse de nouvelles discussions sur son programme nucléaire

7 juin 2019

L'Iran a critiqué vivement les positions d'Emmanuel Macron qui s'est rapproché de la position des Etats-Unis sur l'Iran lors d'une conférence de presse à Caen, en marge des cérémonies commémorant le 75^e anniversaire du Débarquement. Le président français et le président américain avaient en effet affiché une certaine unité en espérant une reprise des négociations.

Le porte-parole de la diplomatie iranienne a affirmé que la volonté affichée de reprise des négociations sur le nucléaire « renforce la méfiance » entre l'Iran et les pays européens. C'est ce que demande aussi les Etats-Unis qui ont quitté cet accord en imposant de très lourdes sanctions qui frappent durement l'économie iranienne.

Le président français a également affirmé, dans la ligne des USA, que l'Iran devait limiter son programme balistique et réduire ses activités dans la région. L'Iran est en colère contre les pays européens et leur reproche de n'avoir rien fait pour compenser la sortie des Etats-Unis de l'accord nucléaire de 2015 et l'imposition de nouvelles sanctions.

L'Iran a affirmé que les positions d'Emmanuel Macron aidaient en fait les Etats-Unis à atteindre leur objectif, qui est de détruire l'accord nucléaire. Téhéran refuse de nouvelles négociations et tout dialogue sur son programme balistique et ses activités dans la région. Le durcissement français pourrait créer de nouvelles tensions entre l'Iran et les pays européens.

Source : RFI

L'Iran multiplie par quatre le taux d'enrichissement de l'uranium

20 mai 2019

L'Iran a multiplié par quatre le taux d'enrichissement de son uranium faiblement enrichi, a déclaré un responsable de la centrale nucléaire de Natanz, une semaine après la décision de Téhéran de suspendre certains de ses engagements pris dans le cadre de l'accord sur le nucléaire de 2015.

L'Accord de Vienne, sur lequel le président américain Donald Trump est revenu l'an dernier, autorisait Téhéran à détenir au maximum 300 kg d'uranium faiblement enrichi et à expédier son éventuel excédent de production à l'étranger pour le stocker ou le vendre.

Après le retrait unilatéral des Etats-Unis de l'accord et le rétablissement des sanctions économiques le visant, l'Iran s'est estimé libéré de cet engagement.

Le responsable de la centrale de Natanz, cité par l'agence de presse Tasnim, n'a pas précisé quel était le nouveau taux d'enrichissement.

En vertu de l'accord, l'Iran peut enrichir son uranium à 3,67%, bien loin des 90% nécessaires pour produire une bombe atomique. Même en supposant que ce taux ait été multiplié par quatre, le résultat resterait inférieur au taux d'enrichissement de 20% que l'Iran pratiquait avant de signer l'accord de 2015 avec les grandes puissances.

Source : Reuters

Le procureur israélien refuse de reporter l'audience de Netanyahu pour des affaires de corruption

6 juin 2019

Le procureur général israélien Avichai Mandelblit a rejeté jeudi la demande du Premier ministre Benjamin Netanyahu de reporter son audience, dans le cadre des accusations de corruption pesant sur lui, ont rapporté les médias israéliens.

Le bureau du procureur a informé que M. Netanyahu avait demandé "que l'audience soit reportée en raison de la dissolution de la Knesset et de la tenue d'élections le 17 septembre", à une date "raisonnable" après les élections, a indiqué le site d'information Ynet.

Incapable de former une coalition après sa victoire aux élections du 9 avril, Benjamin Netanyahu a dû faire voter par le Parlement sa dissolution afin d'éviter que le président ne confie à un autre le soin de former une coalition sans lui, conduisant le pays à de nouvelles élections.

M. Netanyahu doit répondre à des accusations de "corruption", "fraude" et "abus de confiance" dans trois affaires.

Benjamin Netanyahu, 69 ans dont 13 années au pouvoir, nie en bloc les accusations portées contre lui et dénonce une "chasse aux sorcières".

Même mis en examen, il ne serait légalement pas contraint de démissionner avant d'avoir été reconnu coupable et d'avoir épuisé toutes les procédures en appel, ce qui pourrait prendre des années, selon les analystes.

Source : AFP

Des dizaines de milliers d'Israéliens ont paradé pour célébrer la prise de Jérusalem-Est

2 juin 2019

Des dizaines de milliers d'Israéliens ont défilé dimanche après-midi pour célébrer la "Journée de Jérusalem", commémorant la prise par leur armée lors de la guerre des Six Jours en 1967, de la partie orientale de la ville, alors sous contrôle jordanien.

Cette marche traditionnelle, qualifiée de "danse des drapeaux" réunit essentiellement des jeunes religieux nationalistes venus de tout le pays.

Elle se termine par une cérémonie au Mur des Lamentations, situé sous l'enceinte de l'esplanade de Mosquées.

Environ 3.000 policiers étaient déployés dans la ville, notamment dans le quartier musulman de la vieille ville.

Des affrontements avaient opposé plus tôt Palestiniens et policiers israéliens sur l'esplanade des Mosquées, après la visite de nationalistes juifs sur ce site ultrasensible.

Troisième lieu saint de l'islam, également révérend par les juifs comme leur site le plus sacré, l'esplanade des Mosquées se trouve à Jérusalem-Est, partie palestinienne de la ville occupée depuis 1967 par Israël, qui l'a ensuite annexée. Les forces israéliennes contrôlent tous ses accès et y pénètrent en cas de troubles.

Les juifs sont autorisés à venir sur le site pendant des heures précises, mais ne peuvent pas y prier, pour éviter d'attiser les tensions.

Quelque 1.200 nationalistes juifs s'y sont rendus dimanche matin, selon le directeur de la mosquée d'Al-Aqsa et une organisation juive gérant ces visites.

La police israélienne qui interdit d'ordinaire les visites aux juifs sur l'esplanade durant les dix derniers jours du mois de jeûne musulman de ramadan, les a exceptionnellement autorisées dimanche.

Cela a provoqué la colère de fidèles palestiniens, qui se sont barricadés dans la mosquée Al-Aqsa, d'où ils ont jeté des chaises et des pierres sur les forces de l'ordre, avant d'être dispersés, a rapporté la police israélienne.

La Jordanie a dénoncé "des violations flagrantes par Israël" sur le site d'Al-Aqsa.

Les Israéliens célébraient dimanche la "réunification" de Jérusalem, capitale "indivisible" d'Israël, a précisé le gouvernement, en référence à la prise par Israël de la partie orientale de la ville lors de la guerre de 1967.

L'annexion n'est pas reconnue par la communauté internationale, qui considère Jérusalem-Est comme occupée. Les Palestiniens veulent faire de la partie orientale de la ville la capitale de l'Etat auquel ils aspirent.

Jérusalem catalyse les tensions du conflit israélo-palestinien. Le processus de paix est enlisé depuis des années. L'administration du président Donald Trump a ulcéré les Palestiniens par une série de mesures pro-israéliennes, dont la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël, en rupture avec des décennies de consensus international.

Source : AFP

Yémen : le chef de l'ONU rejette des critiques du président Hadi

26 mai 2019

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a assuré que son organisation agissait comme un "médiateur impartial" au Yémen, après des critiques du président Abd Rabbo Mansour Hadi contre l'envoyé spécial onusien dans ce pays en guerre.

M. Hadi accuse le médiateur de l'ONU de prendre le parti des rebelles Houthis.

"Les Nations unies restent fermement engagées à servir de médiateur impartial et de confiance dans le processus de paix", a écrit M. Guterres, en affirmant également "compter sur les parties pour rester engagées".

Dans sa lettre datée du 22 mai, le président yéménite avait notamment accusé M. Griffiths de permettre aux rebelles de rester dans la ville de Hodeida (ouest) et dans son port, contrairement à ce que prévoit un accord conclu en décembre sous l'égide de l'ONU en Suède.

Les Nations unies avaient fait état le 14 mai du retrait des Houthis du port de Hodeida et de deux autres ports proches, mais des responsables gouvernementaux avaient dénoncé une "manipulation", accusant les rebelles d'en remettre le contrôle à des garde-côtes qui leur sont favorables.

La guerre au Yémen oppose les forces progouvernementales, appuyées depuis 2015 par une coalition militaire dirigée par l'Arabie saoudite, aux rebelles Houthis, soutenus par l'Iran et qui contrôlent notamment la capitale Sanaa.

Le conflit au Yémen a tué des dizaines de milliers de personnes, dont de nombreux civils, selon diverses organisations humanitaires.

Environ 3,3 millions de personnes sont toujours déplacées et 24,1 millions, soit plus des deux tiers de la population, ont besoin d'assistance, selon l'ONU.

Source : AFP

ASIE

Dans les campagnes afghanes, la douleur des civils face à une guerre sans fin

4 juin 2019

Dix enfants d'une même famille marchaient ensemble sur le chemin de l'école l'année dernière lorsqu'ils aperçurent un obus de mortier non explosé, un spectacle assez commun en Afghanistan où les combats entre l'armée et les talibans sont quotidiens.

Inconscients du danger, les enfants pris de curiosité se saisirent de l'engin pour le montrer à leur tante. C'est alors que la bombe explosa, tuant trois des enfants et la femme. Les sept autres enfants seront tous amputés d'une ou des deux jambes.

Une scène d'horreur malheureusement fréquente dans ce conflit sans fin où mines, bombes artisanales et munitions non-explosées jonchent les terrains de bataille récents ou anciens. Les civils paient un lourd tribut à une guerre qui s'étire depuis maintenant 40 ans. Selon l'Onu, 3.804 d'entre eux ont été tués en 2018 dont 900 enfants et plus de 7.000 ont été blessés.

Le conflit afghan déchire de nombreuses familles, y compris celles dont des membres rejoignent les rangs des groupes insurgés.

Pour certains jeunes, l'appel du jihad contre les forces étrangères exerce un puissant attrait. Parfois c'est le seul moyen de gagner leur vie. Parfois ils n'ont pas le choix.

Source : AFP

Afghanistan : les attentats se poursuivent

3 juin 2019

Kaboul : attentat contre un bus d'employés gouvernementaux, au moins 4 morts

Au moins quatre personnes ont été tuées lundi à Kaboul dans un attentat visant un autobus qui transportait des employés du gouvernement, ont indiqué les autorités, le second en deux jours visant un véhicule de transport dans la capitale afghane.

L'attentat survient au lendemain d'un triple attentat qui a frappé à Kaboul un autobus qui transportait des étudiants, puis les secours accourus sur place, faisant deux morts et 24 blessés. Le groupe djihadiste Etat islamique (EI) avait un peu plus tard revendiqué sa responsabilité.

Dimanche également, une autre bombe aimantée placée sur un véhicule de la Commission électorale indépendante, qui organise les scrutins en Afghanistan, a blessé trois personnes dans l'ouest de Kaboul.

Attentat contre l'école militaire de Kaboul : au moins six morts

Fin mai, au moins six personnes ont été tuées et six autres blessées dans un attentat-suicide visant l'Université de la défense nationale afghane, une école militaire située dans l'ouest de Kaboul.

Plusieurs attaques à la grenade ou d'hommes armés à moto ont ciblé ces dernières semaines des policiers en faction dans la capitale, tandis que les Etats-Unis et les talibans sont engagés depuis des mois dans des pourparlers de paix.

Attaque près d'un antique minaret afghan : 18 morts

Fin mai, des combattants talibans ont attaqué plusieurs postes de contrôle protégeant un antique minaret dans l'ouest de l'Afghanistan, faisant 18 tués et empêchant l'accès à ce site historique classé.

Le minaret de Jam est situé dans une région reculée en grande partie contrôlée par les talibans.

Ces attaques interviennent moins d'une semaine après de vastes opérations destinées à protéger ce minaret, situé dans une partie reculée de la province de Ghor, contre des rivières en crue.

Le minaret de Jam, un édifice du XIIe siècle classé au patrimoine mondial par l'Unesco, était menacé à la suite de pluies diluviennes.

Source : AFP

Afghanistan : trois fois plus d'écoles attaquées en un an, selon l'Unicef

28 mai 2019

Le nombre d'attaques contre des écoles en Afghanistan a presque triplé entre 2017 et 2018, a révélé mardi l'Unicef, ce qui a causé une réduction du nombre d'enfants scolarisés dans ce pays ravagé par plus de 17 années de conflit avec les talibans.

L'utilisation des écoles comme centres d'inscription des électeurs pour les législatives d'automne 2018 est, selon l'Unicef, l'une des explications. L'aggravation de l'insécurité, un taux élevé de pauvreté et la discrimination persistante à l'égard des filles ont, selon l'Unicef, également fait augmenter le taux d'enfants non scolarisés en 2018. Une première depuis six ans.

La guerre en cours a causé la fermeture de plus de 1.000 écoles en 2018, privant quelque 500.000 enfants de leur droit à l'éducation.

L'agence onusienne estime qu'environ 3,7 millions d'enfants en âge d'aller à l'école, soit près de la moitié des enfants âgés entre 7 à 17 ans, ne poursuivent aucune scolarité.

Les talibans, au pouvoir entre 1996 et 2001, s'opposaient à l'accès des filles à l'éducation. Depuis qu'une coalition internationale menée par les États-Unis les a chassés du pouvoir, des millions d'entre elles ont été scolarisées. Elles représentent cependant aujourd'hui 60% des enfants non scolarisés.

"Les attaques insensées contre les écoles, les meurtres, les blessures et les enlèvements d'enseignants (...) détruisent les espoirs et les rêves d'une génération entière d'enfants", s'est désolée la directrice générale de l'Unicef, Henrietta Fore.

Source : AFP

En Afghanistan, l'UNICEF s'alarme de la malnutrition infantile

24 mai 2019

Près de 2 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë en Afghanistan. Dans ce lot, l'UNICEF estime que 600.000 souffrent actuellement de malnutrition aiguë sévère, qui est la forme la plus dangereuse de dénutrition chez l'enfant.

Selon Christophe Bouliérac, porte-parole de l'UNICEF, cette situation nutritionnelle préoccupante est le reflet d'une « insécurité alimentaire croissante et de mauvaises habitudes alimentaires » dans ce pays.

Mais elle intervient aussi dans un contexte de violence persistante, de phénomènes climatiques extrêmes (sécheresses et inondations soudaines) et de nombreux déplacements.

Si les agriculteurs ont été confrontés à une grave sécheresse en 2018, la même situation prévaut encore en 2019 et a conduit à la mauvaise situation nutritionnelle des enfants.

Le programme de l'UNICEF sur la nutrition en Afghanistan n'est financé qu'à hauteur de 50%, soit 13 millions de dollars sur plus de 26 millions nécessaires en 2019.

« Si nous ne recevons pas ces fonds dans les trois semaines, nous ne pourrons pas acheter, importer et distribuer le matériel nécessaire aux 1.300 établissements de santé ».

Selon l'agence onusienne, l'Afghanistan est l'un des pays où le nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë sévère est le plus élevé, avec le Yémen et le Soudan du Sud.

Source : ONU

A Kaboul, la peur de la guerre mais aussi du crime organisé

22 mai 2019

L'agression au couteau d'un adolescent le mois dernier en plein jour au centre de Kaboul a été accueillie avec crainte et résignation dans une ville déjà marquée de longue date par la guerre et où la criminalité gagne à son tour du terrain.

Des agents de sécurité postés le long de la rue ont été témoins de la scène mais ne sont pas intervenus. Les agresseurs ont fui à moto, emportant comme butin un téléphone portable et un appareil photo.

Auparavant, en plein centre-ville, un homme d'affaires a été abattu dans son véhicule et les assaillants ont emporté un attaché-case, selon des témoins. Ces crimes viennent s'ajouter à une liste déjà longue d'assassinats, d'enlèvements et de cas d'extorsions face à laquelle la police, occupée à contenir les insurgés talibans et les combattants de l'Etat islamique, semble dépassée.

De nombreux hommes d'affaires ont fui le pays de peur d'être à leur tour pris pour cible, a indiqué à l'AFP Jan Aqa Naweed, porte-parole de la Chambre de commerce afghane.

"Certains emmènent leur famille et leur argent dans des pays comme la Turquie ou l'Ouzbékistan" et "cela a un impact négatif sur l'investissement", a-t-il déploré.

Les autorités semblent désormais prendre le problème à bras le corps.

Selon Abdul Khaliq Zazai Watandost, membre du conseil provincial de Kaboul et de la commission sécurité, 70 personnes ont été tuées et des dizaines d'autres kidnappées au cours des deux derniers mois.

"La criminalité est devenue un problème plus grave que le terrorisme pour les habitants de Kaboul", a-t-il estimé. Outre les crimes et kidnappings, les vols de voitures sont fréquents, le trafic de stupéfiants en plein essor et les bandes criminelles règlent leurs comptes en plaçant des bombes magnétiques sous les voitures de leurs concurrents.

Nombre d'habitants inquiets se déplacent armés ou disent changer de plus en plus souvent d'itinéraire pour se rendre au travail.

Les chauffeurs de taxi ont peur de conduire la nuit tombée, d'être attaqués par un passager ou de se faire voler leur voiture.

Hazargul, un chauffeur de taxi, se montre néanmoins sceptique sur la détermination du gouvernement et estime que la police apparaît "incapable de faire quoi que ce soit". "On n'a jamais vu un policier arrêter un voleur en flagrant délit. Même s'ils voient des voleurs, ils n'osent pas les poursuivre car ils sont armés eux aussi".

Source : AFP

Tadjikistan : émeute de prisonniers jihadistes, 32 morts

20 mai 2019

Une émeute déclenchée par des membres de l'organisation Etat islamique a fait 32 morts dans une prison du Tadjikistan, ont annoncé les autorités de ce pays d'Asie centrale dont plus d'un millier de ressortissants ont rejoint les jihadistes en Irak et en Syrie.

Cette émeute meurtrière, la deuxième en six mois dans l'ex-république soviétique, a commencé dimanche soir dans cette prison qui accueille 1.500 détenus à Vakhdat, une ville située 17 kilomètres à l'est de la capitale Douchanbé, a indiqué le ministère de la Justice du Tadjikistan.

Selon celui-ci, les prisonniers ont d'abord poignardé à mort trois gardiens puis, "afin d'intimider les prisonniers", cinq autres détenus. Ils ont ensuite pris en otage d'autres détenus avant de mettre le feu aux installations médicales de la prison et "d'attaquer le personnel de l'établissement pour tenter de s'enfuir".

"A la suite d'une opération de représailles, 24 membres de ce groupe ont été tués et 35 autres arrêtés. Les otages ont été libérés", ajoute le communiqué, qui précise que l'opération est terminée et que le calme a été rétabli.

Le Tadjikistan, un pays laïc dont la population est majoritairement sunnite, fait de la lutte contre l'intégrisme religieux une priorité.

Les autorités de ce pays voisin de l'Afghanistan estiment que plus de 1 000 Tadjiks ont rejoint les jihadistes en Irak et en Syrie.

Le président, Emomali Rakhmon, a pris depuis 2015 des mesures radicales pour contrer l'influence des extrémistes, parmi lesquelles le rasage forcé des barbes et une campagne contre le port par les femmes du hijab.

Plus globalement, la montée de l'islamisme radical est un sujet d'inquiétude majeur des cinq pays d'Asie centrale, Tadjikistan, Kirghizstan, Kazakhstan, Turkménistan et Ouzbékistan. Tous, sauf le Kirghizstan, sont régulièrement critiqués pour la situation des droits humains, même si l'Ouzbékistan a connu une amorce de détente ces dernières années.

Les sombres perspectives économiques et la corruption ont en outre poussé beaucoup de jeunes hommes à l'exil, notamment au Tadjikistan ou au Kirghizstan, privés de ressources naturelles. Parmi eux, certains ont été tentés de rejoindre des groupes radicaux.

Selon les services de sécurité russes, entre 2.000 et 4.000 ressortissants d'Asie centrale ont ainsi rejoint les rangs des organisations jihadistes en Irak et en Syrie.

Ces dernières années, plusieurs jihadistes originaires d'Ouzbékistan ont ainsi commis des attentats meurtriers à New York, Stockholm, Saint-Pétersbourg ou encore Istanbul.

Source : AFP

Philippines : la lenteur de la reconstruction de Marawi risque de faire le lit des islamistes

23 mai 2019

Deux ans après l'insurrection jihadiste, la ville philippine de Marawi reste en ruines. Et la lenteur de la reconstruction risque de faire le lit des groupes islamistes actifs dans la zone.

Le 23 mai 2017, des centaines d'hommes armés ayant prêté allégeance au groupe Etat islamique (EI) prirent le contrôle de plusieurs secteurs de la plus grande agglomération musulmane de l'archipel à majorité catholique, utilisant des civils comme boucliers humains.

La destruction des immeubles criblés d'éclats d'obus a fini par débiter, mais seulement après de nombreux faux départs. Et selon les estimations du gouvernement, la reconstruction ne sera pas achevée avant, au mieux, fin 2021.

En attendant, 100.000 personnes incapables de rentrer chez elles, habitent toujours des camps d'accueil temporaires aux conditions de vie déplorables, ou sont hébergées chez des proches. D'où la colère des déplacés, qui offre un terrain fertile aux recruteurs des mouvements islamistes.

"Avant, pour recruter, ils jouaient sur le Proche-Orient et la détresse des musulmans du monde entier", rappelle Mouhammad Sharief, 32 ans, cofondateur d'une association venant en aide aux jeunes de Marawi.

"Mais aujourd'hui, ils n'ont qu'à parler de Marawi pour sensibiliser", poursuit M. Sharief, lui-même un déplacé.

La ville est éminemment symbolique pour les groupes islamistes car il s'agit historiquement de la capitale musulmane de cette zone du sud de l'archipel.

Une région très pauvre plombée depuis des décennies par l'extrémisme et les insurrections séparatistes. La ville est d'autant plus importante que l'EI, depuis la chute du "califat" qu'il avait autoproclamé en Irak et en Syrie, cherche à exister au travers de ses diverses ramifications mondiales.

Le groupe revendique régulièrement des attentats dans l'archipel, notamment des escarmouches avec l'armée. L'EI a des liens avec des organisations extrémistes locales, notamment le groupe Abu Sayyaf, spécialisé dans les enlèvements crapuleux, qui est actif depuis des décennies dans le sud de l'archipel.

Dans ce contexte, les déplacés de Marawi et leur colère ne doivent pas être ignorés, préviennent les experts. "Le gouvernement doit s'inquiéter de la menace que l'EI cherche à attirer de jeunes habitants qui ressentent de la colère face aux destructions et aux échecs de la reconstruction", explique à l'AFP l'analyste Sidney Jones.

Elu en 2016, Rodrigo Duterte s'est toujours singularisé pour son franc parler. Et s'il a cherché à se montrer sensible au sort de la minorité musulmane, il a parfois tenu des propos controversés au sujet de Marawi.

Il a ainsi déclaré que la ville était en proie au trafic de stupéfiants, une accusation grave de la part d'un président qui mène depuis trois ans une sanglante "guerre contre la drogue" qui a fait des milliers de morts. "Je ne crois pas que je devrais dépenser quoi que ce soit pour leurs bâtiments", déclarait-il en avril. "Les habitants là-bas ont beaucoup d'argent."

Source : AFP

Elections philippines : Duterte consolide son pouvoir en prenant le contrôle du Sénat

22 mai 2019

Les alliés de Rodrigo Duterte ont pris le contrôle du Sénat lors des élections de mi-mandat, offrant au président philippin la dernière institution qui résistait encore à sa politique controversée.

Le Sénat a joué depuis trois ans un rôle crucial pour bloquer certaines des initiatives les plus controversées du bouillant président.

Le président, qui conserve la majorité des 297 sièges de la chambre basse, contrôle désormais 15 des 24 sièges du Sénat, contre 4 pour ses opposants.

Ces résultats donnent donc au chef de l'Etat les coudées franches pour mettre en œuvre ses projets controversés de rétablissement de la peine de mort et de réforme de la Constitution.

Elu en 2016, M. Duterte a été la cible de critiques des capitales occidentales en raison de sa politique violente de lutte contre le trafic de drogue et de tirades parfois ordurières.

Plus de 5.300 trafiquants et toxicomanes présumés ont été tués par les forces de l'ordre dans le cadre de la "guerre contre la drogue", selon les autorités. Des associations estiment que le bilan pourrait être trois fois supérieur et relever du crime contre l'humanité.

Pour autant, le président conserve une très forte popularité dans l'archipel, en raison notamment de son franc parler, une partie des Philippins continuant de le voir comme un recours crédible face à l'inefficacité prêtée aux élites politiques traditionnelles.

Ces élections sont un triomphe pour le clan Duterte. Sara, la fille du président, qui est citée comme une candidate possible à la présidentielle de 2022, a conservé la mairie de la grande ville de Davao, dans le sud. Son frère Sebastian en est devenu le maire adjoint et son autre frère Paolo a été élu député.

Source : AFP

Philippines et Malaisie ne veulent plus garder les déchets du Canada

30 mai 2019

Des déchets canadiens non recyclables sont conservés depuis des années dans des ports aux Philippines et en Malaisie. Une situation que les deux pays ne supportent plus et qui embarrasse le Canada.

L'imbroglie ménager débute en 2013. À l'époque un navire chargé de conteneurs remplis soi-disant de plastique à recycler arrive dans deux ports philippins. Surprise, une fois le bateau déchargé, on y découvre des ordures, des bouteilles en plastique, des sacs de journaux et des couches pour adultes usagés. Rien de bien recyclable là-dedans.

Rebelote l'année suivante : en tout 103 conteneurs remplis de déchets inutilisables arrivent du Canada. Sauf qu'il s'avère impossible de les réexpédier à l'expéditeur, puisque la compagnie maritime impliquée a, entretemps, fait faillite.

Les conteneurs macèrent donc au soleil, jusqu'à ce que, récemment, le ministère philippin de l'Environnement en détruise une trentaine. 69 restent donc sur le carreau, au grand dam du président philippin Rodrigo Duterte.

Celui-ci rappelle d'abord ses diplomates en poste au Canada. Puis il fixe une date butoir, le 15 mai, pour que les conteneurs reviennent à la maison. Face à l'ultimatum, la ministre canadienne de l'Environnement a trouvé une compagnie française de navigations, Bolloré.

Sauf qu'il faut traiter en partie les déchets avant qu'ils n'entreprennent un si long voyage. Un des conteneurs, par exemple, serait infesté de termites. Ce paquet malodorant pourrait prendre la mer fin juin.

Une date beaucoup trop loin selon le président philippin. Il menace d'affréter un navire et de larguer sa cargaison à douze milles nautiques des côtes canadiennes, dans les eaux internationales.

Le Canada n'a pas encore répliqué officiellement. D'autant plus qu'une nouvelle tuile lui est tombée sur la tête : la Malaisie menace de renvoyer 3 000 tonnes de déchets de plastique provenant des États-Unis, de la Grande-Bretagne, mais aussi du Canada.

Le pire, c'est que le Canada a signé il y a plusieurs années l'accord de Bâle. Cette entente prévoit que les nations plus développées n'envoient plus leurs déchets dans les pays en développement.

Or, depuis que la Chine a banni le traitement des résidus de plastique sur son territoire, les recycleurs canadiens ont bien du mal à trouver des débouchés pour le contenu des bacs de recyclage. Plusieurs usines de traitement très performantes sont en construction actuellement dans le pays, mais en attendant, les stocks triés par les consommateurs s'empilent.

Source : RFI

La Malaisie retourne des déchets à l'envoyeur, en France et ailleurs

28 mai 2019

La Malaisie va renvoyer 3.000 tonnes de déchets plastiques dans leurs pays d'origine, notamment en France et aux Etats-Unis, a annoncé la ministre de l'Environnement.

La Chine ayant décidé de refuser les arrivages de déchets plastiques l'an dernier, la Malaisie a pris le relais et des usines de recyclage ont vu le jour par dizaines.

Beaucoup fonctionnent sans licence d'exploitation avec des conséquences néfastes pour les riverains. Le plastique impropre au recyclage est brûlé, ce qui libère des produits chimiques toxiques dans l'atmosphère, ou bien il finit dans des centres d'enfouissement, ce qui peut contaminer le sol et les nappes phréatiques.

Dans ce contexte, 60 conteneurs d'ordures importés illégalement seront retournés à l'envoyeur, a déclaré à la presse la ministre malaisienne de l'Energie, de la Technologie, de la Science, de l'Environnement et du Changement climatique, Yeo Bee Yin.

Quatorze pays sont concernés par ces retours à l'envoyeur, notamment les États-Unis, le Japon, la France, le Canada, l'Australie et la Grande-Bretagne. Cinq conteneurs de déchets plastiques contaminés ont été renvoyés à l'Espagne.

Les Philippines, qui ont le même problème, ont décidé la semaine dernière de faire appel à une société de transport maritime privée pour renvoyer 69 conteneurs de déchets au Canada qui tardait à reprendre une cargaison illégale.

Source : Reuters

En Chine, face à la crise de la pollution atmosphérique, la bicyclette fait son retour

5 juin 2019

La voiture a remplacé la bicyclette comme principal moyen de transport dans de nombreuses villes chinoises, mais avec la pollution de l'air qui devient un problème majeur pour le pays, la bicyclette fait son retour, grâce notamment à la technologie numérique.

Autrefois, les bicyclettes dominaient les rues des villes de la Chine, et le pays était considéré comme le « royaume de la bicyclette ». Mais, au cours des quatre dernières décennies, la

prospérité économique et l'urbanisation spectaculaires ont fait de l'automobile le principal moyen de transport, contribuant à une détérioration marquée de la qualité de l'air.

A Hangzhou, une ville dans l'Est de la Chine que l'explorateur italien Marco Polo décrivait comme « la ville la plus belle et la plus splendide du monde », la pollution atmosphérique a un effet dévastateur.

Pour améliorer la santé publique et l'environnement, les autorités de Hangzhou ont misé sur le vélo, qui, associé à la technologie numérique, contribue à réduire la pollution. D'autres villes suivent désormais leur exemple.

Au cours de la dernière décennie, le gouvernement local a amélioré les infrastructures cyclables, et a fourni près de 86.000 vélos publics. Une carte à puce permet aux utilisateurs d'accéder facilement à tous les moyens de transport public, du vélo au bateau en passant par le bus.

Les efforts de l'entreprise publique ont été récompensés par une reconnaissance internationale. De plus, Hangzhou a également mis en place une application qui aide à stopper la désertification, et à planter des millions de nouveaux arbres.

La capitale chinoise, Beijing, est l'un des exemples les plus connus de pollution atmosphérique nuisible à la qualité de vie dans une ville.

A ce jour, la pollution de l'air par les particules fines dans l'atmosphère de Beijing est encore 7,3 fois supérieure au niveau de sécurité annuel de l'OMS.

Toutefois, en travaillant ensemble, les collectivités locales et régionales ont réussi à réduire d'un tiers la concentration de particules fines dans l'air, dépassant l'objectif fixé par le Conseil d'État, principal organe administratif de la Chine.

Source : ONU

La Chine prévoit de déplacer 80% de ses usines chimiques

24 mai 2019

La Chine prévoit de déplacer plus de 80% de ses usines chimiques d'ici la fin de l'année 2020, dans le cadre d'une refonte de ses normes de sécurité consécutive à une explosion dans une usine de la ville de Yancheng, dans l'est du pays, qui a fait 78 morts en mars.

L'agence de presse officielle Chine Nouvelle rapporte que Pékin va désormais s'assurer de regrouper sa production dans de vastes zones industrielles spécialisées, où les contrôles et la sécurité pourront ainsi être renforcés.

Malgré de précédentes mesures entreprises par les autorités, avec des contrôles accrus depuis l'an dernier, les accidents mortels sont fréquents dans les usines chimiques en Chine.

Un dirigeant de Suez a déclaré le mois dernier que le groupe français avait été sollicité par la Chine pour l'aider à améliorer la sécurité de ses sites chimiques.

Source : Reuters

La Chine doit se préparer à des temps difficiles, prévient Xi Jinping

22 mai 2019

La Chine doit se préparer à des temps difficiles face à une situation internationale de plus en plus complexe, a déclaré le président Xi Jinping, sur fond de conflit commercial entre Pékin et Washington.

Chine nouvelle ne précise pas ces difficultés évoquées par le président chinois, et ne fait aucune allusion à la guerre commerciale avec Washington, ni aux Etats-Unis.

Xi a également souligné, ajoute l'agence officielle, que "l'innovation technologique est l'élément vital des entreprises".

En pleine controverse à propos de l'équipementier télécoms chinois Huawei, que l'administration de Donald Trump a placé jeudi sur liste noire, Xi Jinping a visité une entreprise spécialisée dans les terres rares, ces minerais indispensables à la haute technologie dont la Chine est le premier producteur mondial.

"Les terres rares sont d'importantes ressources stratégiques et sont des ressources non renouvelables", a observé Xi Jinping, alimentant des spéculations selon lesquelles ce secteur pourrait être le prochain front dans la guerre commerciale sino-américaine.

Source : Reuters

Chape de plomb à Pékin pour les 30 ans de Tiananmen

4 juin 2019

Internet censuré, militants arrêtés, presse muselée et passe d'armes avec Washington : le gouvernement chinois impose une chape de plomb à l'occasion des 30 ans mardi de la répression sanglante des manifestations de la place Tiananmen à Pékin.

L'intervention brutale de l'armée le 4 juin 1989 contre des manifestants pacifiques, qui réclamaient des réformes démocratiques et la fin de la corruption, restait comme d'habitude passée sous silence dans la sphère publique comme dans les conversations privées.

Mais Washington a regretté que les espoirs d'ouverture en Chine aient été "balayés" en juin 1989. "Dans les décennies qui ont suivi (la répression), les Etats-Unis ont espéré que l'intégration de la Chine dans la communauté internationale déboucherait sur une société davantage ouverte et tolérante", a écrit le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo.

"Ces espoirs ont été balayés. L'Etat chinois à parti unique ne tolère aucune dissidence et viole les droits de l'homme à chaque fois que c'est dans son intérêt", a-t-il ajouté, dans un contexte de guerre commerciale entre les deux géants du Pacifique.

L'ambassade de Chine aux Etats-Unis n'a pas tardé à répliquer, condamnant "l'arrogance" du secrétaire d'Etat américain.

Le régime fait son possible depuis 30 ans pour effacer la tuerie de 1989 de la mémoire collective.

En prévision de l'anniversaire, le régime a arrêté ou éloigné des militants des droits de l'Homme. Et il est interdit aux médias d'évoquer l'événement. Le régime chinois ne semble pas prêt à modifier son verdict sur les manifestations du "Printemps de Pékin", toujours officiellement qualifiées d'"émeutes contre-révolutionnaires".

Source : AFP

Des Hongkongais commémorent Tiananmen, inquiets pour leurs propres libertés

4 juin 2019

Des dizaines de milliers d'habitants de Hong Kong se sont réunis mardi soir dans un parc de l'ancienne colonie britannique pour la traditionnelle veillée aux chandelles à la mémoire des victimes de la sanglante répression des manifestations de la place Tiananmen, il y a 30 ans à Pékin.

La foule, qui tenait des bougies, a chanté et écouté des discours. Hong Kong est le seul endroit de Chine où une telle commémoration est possible et des Chinois du continent avaient fait le déplacement pour échapper à la chape de plomb imposée par Pékin.

Le rassemblement est d'autant plus symbolique que ce territoire semi-autonome lutte pour défendre ses libertés, de nombreux Hongkongais ayant le sentiment d'une ingérence de plus en plus forte de Pékin dans leurs affaires intérieures.

Cela fait 29 ans qu'une veillée a lieu chaque année à Hong Kong en souvenir de l'intervention le 4 juin 1989 de l'armée chinoise place Tiananmen, ce qui est en soi la preuve des libertés extraordinaires dont jouit cette ville du sud-est de la Chine.

Ce rassemblement est organisé par des vétérans du combat pour la démocratie pour demander à la fois la démocratisation du régime chinois et la justice pour les victimes de la répression du mouvement de Tiananmen.

Mais ces dernières années, il est aussi question à l'occasion de cette veillée des menaces pesant sur les droits et les libertés à Hong Kong, en théorie garantis jusqu'en 2047 par l'accord sino-britannique qui avait présidé à la rétrocession de ce territoire en 1997.

Le contexte est particulièrement tendu du fait du projet très controversé de l'exécutif hongkongais, qui est aligné sur Pékin, d'autoriser les extraditions vers la Chine continentale. Ce projet de loi a suscité une levée de boucliers des milieux économiques et des critiques de juristes et entraîné d'importantes manifestations.

Source : AFP

Fille ou garçon ? Hong Kong au cœur d'un trafic de sang de Chinoises enceintes

22 mai 2019

Pour lutter contre les avortements sélectifs, la Chine interdit les analyses du sang maternel permettant de connaître le sexe des fœtus. Mais des intermédiaires ont trouvé la parade, en envoyant illégalement les échantillons à Hong Kong, selon une enquête de l'AFP.

Pékin s'est engagé en 2015 à éradiquer ce trafic qui prospère du fait de l'ardent désir des parents de savoir s'ils auront un garçon ou une fille, ce qui est un héritage de l'ancienne politique de l'enfant unique.

Mais des dizaines de personnes prêtes à organiser la contrebande vers l'ex-colonie britannique proposent ouvertement leurs services via les réseaux sociaux. Hors impératif médical, tester le sang de la mère pour connaître le sexe du fœtus est interdit en Chine où, après des années d'avortements sélectifs, il y a aujourd'hui 31 millions d'hommes de plus que de femmes.

L'an dernier, on dénombrait encore, pour la naissance de 100 filles, celle de 115 garçons. Apparu au début des années 2010, le test des cellules fœtales prélevées dans le sang maternel a été une révolution, en permettant via l'analyse de fragments d'ADN du fœtus de connaître le sexe dès la septième semaine de grossesse.

Plutôt que d'envoyer un échantillon, certaines Chinoises choisissent l'option, légale, d'aller directement faire une analyse à Hong Kong.

Le département hongkongais de la Santé a indiqué à l'AFP que le nombre d'enquêtes ouvertes avait triplé depuis 2016. Mais faute de preuve, aucune n'a pu être judiciairisée.

Source : AFP

En Corée du Nord, la corruption pour survivre, selon l'Onu

28 mai 2019

Les Nord-Coréens sont contraints de payer des pots-de-vin pour survivre dans leur pays, où la corruption est "endémique", dénonce le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) dans un rapport.

La Corée du Nord rejette la responsabilité de la grave crise humanitaire que traverse le pays sur les sanctions économiques qui lui sont imposées depuis 2006 par les Nations unies en réponse à ses activités nucléaires, interdites par les traités.

Mais le rapport souligne que l'armée nord-coréenne reçoit une grosse part du budget de l'Etat et déplore la mauvaise gestion de l'économie.

Selon les Nations unies, 4 Nord-Coréens sur 10 sont en manque chronique de nourriture.

Le versement de pots-de-vin est une "occupation quotidienne pour les habitants qui peinent à boucler leurs fins de mois", peut-on lire encore dans le document qui évoque un "cercle vicieux de privation, corruption et répression".

De nombreux Nord-Coréens offrent argent ou cigarettes pour ne pas être recrutés par l'Etat dans des emplois non rémunérés et gagnent leur vie en vendant des biens sur des marchés rudimentaires. D'autres corrompent les garde-frontières pour passer en Chine, où les femmes sont exposées aux mariages forcés ou la prostitution.

Les Etats-Unis ont exigé ce mois-ci le démantèlement de tous les camps de prisonniers politiques en Corée du Nord. Washington évalue de 80.000 à 120.000 le nombre de détenus politiques dans le pays.

En mai, la Corée du Sud a promis de faire parvenir une aide humanitaire de 8 millions de dollars à son voisin nord-coréen. Mais cette promesse d'assistance est critiquée par une partie des Sud-Coréens. Et la Corée du Nord elle-même ne semble pas prête à l'accepter.

La Corée du Sud a promis d'envoyer son aide par l'intermédiaire du Programme alimentaire mondial et de l'Unicef, deux organisations de l'ONU qui disposent de bureaux permanents à Pyongyang. Cela garantit – jusqu'à un certain point – que ses convois de nourriture seront bien distribués aux Nord-Coréens qui en ont le plus besoin.

Mais le régime nord-coréen snobe la main tendue par Séoul.

Un éditorial du quotidien officiel, le Rodong Sinmun, a présenté l'assistance alimentaire comme une façon d'asservir les États qui l'acceptent et soulignait l'importance de l'indépendance économique.

Sources : Reuters, RFI

Birmanie : tirs sur un monastère, 7 morts dans l'Etat Rakhine

4 juin 2019

Sept civils ont été tués par des tirs d'artillerie qui ont frappé un monastère dans lequel ils avaient fui des combats entre l'armée birmane et les rebelles arakanais, ont rapporté des témoins.

La plupart des 800 villageois ont tenté de s'enfuir mais ils ont été bloqués par un barrage d'artillerie.

La région, théâtre du drame rohingya, connaît depuis plusieurs mois une recrudescence des combats entre les militaires birmans et les insurgés de l'armée d'Arakan (AA), qui lutte pour obtenir plus d'autonomie en faveur de la population bouddhiste (dite rakhine ou arakanaise). Le régime de Rangoun a déployé des milliers de soldats dans l'Etat Rakhine.

Ces affrontements se déroulent dans la même région de l'ouest de la Birmanie que celle où l'armée birmane avait chassé plus de 740.000 musulmans rohingyas en août 2017, les forçant à fuir vers le Bangladesh, des violences qualifiées de "génocide" par les enquêteurs de l'ONU.

Plus de 30.000 personnes ont fui leurs foyers ces derniers mois à cause des combats dans la région.

Amnesty International a accusé l'armée birmane de "crimes de guerre", d'"exécutions extrajudiciaires" et de "tortures" à l'encontre des rebelles de l'Etat Rakhine.

Amnesty a dit disposer de "nouvelles preuves" montrant que l'armée birmane est actuellement coupable de "crimes de guerre et d'autres violations des droits de l'homme" contre l'ethnie rakhine.

Source : AFP

Droits de l'homme : le Cambodge sous pression

3 juin 2019

Le Cambodge connaît une forte croissance depuis plusieurs années (7,5% en 2018). Mais aujourd'hui, l'Union européenne et les États-Unis réclament un plus grand respect des droits de l'homme et des travailleurs.

Sans évolution positive de la situation des droits de l'homme, le Cambodge pourrait s'exposer à des conséquences économiques négatives car, depuis février dernier, l'Union européenne a entamé des démarches qui pourraient aboutir, ou non, à la suspension d'accords douaniers préférentiels avec le Cambodge.

En effet, la dissolution du principal parti d'opposition en novembre 2017 et la tenue d'élections législatives controversées en juillet 2018 ont suscité des critiques importantes dans le pays et à l'étranger.

D'autant que, comme 49 pays en développement, le Cambodge bénéficie de l'accord « Tout sauf les armes », qui exonère de taxe douanière les produits exportés vers l'Union européenne. Un accord conditionné au respect des droits de l'Homme et des travailleurs, domaines dans lesquels l'UE demande des améliorations significatives au Cambodge depuis des mois.

La suspension est une menace d'autant plus importante qu'aujourd'hui 40% des exportations du Cambodge partent en direction du bloc européen. Dans le même temps, les États-Unis continuent également d'envisager des sanctions.

Face à ces pressions, entre appels au dialogue et inflexibilité, le ton du gouvernement de Hun Sen fluctue au gré des déclarations. De plus en plus proche de la Chine de Xi Jinping, Phnom Penh a plusieurs fois cherché à minimiser la menace du retrait des accords européens.

Or, dans certains dossiers clefs, la situation ne semble pas près de s'améliorer. Le PSNC, le principal parti d'opposition, a été dissous en novembre 2017, accusé d'avoir voulu renverser le gouvernement.

Malgré des demandes de libération ou d'avancées dans les procédures judiciaires, l'ancien leader du parti Kem Sokha reste assigné à résidence, 19 mois après son arrestation pour trahison.

Par ailleurs, ces dernières semaines, près de 140 sympathisants et anciens membres du parti d'opposition ont fait l'objet de convocations par la justice cambodgienne. Si 118 membres du parti avaient déjà été interdits d'exercer toutes activités politiques, aucune des personnes convoquées n'est concernée par cette interdiction.

On leur reproche tout de même d'avoir poursuivi des activités politiques sous les couleurs du parti prohibé. Une déclaration conjointe publiée samedi 1^{er} juin par 73 communautés et organisations de la société civile demande la fin du harcèlement judiciaire des anciens sympathisants du PSNC et le respect des libertés fondamentales.

Le gouvernement est par ailleurs embarrassé par une autre affaire sensible, la mort suspecte du fils d'un ancien membre du parti d'opposition.

Le décès a suscité une réaction officielle des États-Unis qui demandent une enquête indépendante, comme plusieurs organisations de défense des droits de l'Homme.

Source : RFI

Narendra Modi débute son deuxième mandat à la tête de l'Inde

30 mai 2019

Narendra Modi a prêté serment pour un deuxième mandat de Premier ministre à la tête de l'Inde, après son triomphe électoral qui a consolidé l'emprise des nationalistes hindous sur la démocratie la plus peuplée du globe.

Le chef de gouvernement et son Bharatiya Janata Party (BJP) ont remporté une large majorité parlementaire au terme de gigantesques élections législatives réalisées sur six semaines. Les nationalistes hindous ont réalisé le meilleur score de leur histoire et pulvérisé leur principal concurrent, l'historique parti du Congrès.

Narendra Modi, 68 ans, avait fait de ces élections législatives un quasi-référendum sur sa personne. Ce charismatique fils d'un vendeur de thé du Gujarat (ouest) a fait campagne sur un discours sécuritaire anxigène et nationaliste, s'érigeant en protecteur du pays, lui permettant de passer sous silence son bilan économique mitigé.

Des stars de Bollywood aux modestes vendeurs de rue, des agriculteurs de la plaine du Gange aux magnats milliardaires, 67% des 900 millions d'électeurs indiens ont voté en avril-mai pour ces 17e législatives depuis l'indépendance.

La liste des défis qui attendent Narendra Modi pour les cinq prochaines années est considérable. Il devra notamment s'attaquer à la faiblesse des créations d'emplois et accélérer le rythme de la croissance, situé en-dessous du potentiel et des besoins de l'Inde, géant d'Asie du Sud.

Source : AFP

Papouasie : le nouveau Premier ministre épingle le contrat Total/Exxon

30 mai 2019

L'ancien ministre des Finances James Marape, tout juste élu Premier ministre de Papouasie-Nouvelle-Guinée, a promis de modifier une loi jugée trop favorable aux entreprises étrangères qui exploitent les vastes ressources naturelles du pays, dans un discours aux accents nationalistes.

James Marape a été désigné à une très large majorité des députés après des semaines de crise politique qui ont débouché sur la démission de Peter O'Neill, au bout de huit ans passés à la tête du gouvernement.

Il a menacé les entreprises étrangères d'exploitation forestière et promis de "modifier" la législation sur les ressources ayant sous-tendu la signature en avril d'un contrat gazier à 13 milliards de dollars avec les français Total et américain ExxonMobil.

Assurant aux députés "ne pas avoir l'intention de chasser nos investisseurs", il a cependant jugé "dépassées nos lois sur les ressources" naturelles, référence limpide au projet géant de gaz naturel liquéfié (GNL). Le nouveau Premier ministre a été élu par 101 voix contre huit.

Le mécontentement couvait du fait de la corruption endémique et du sous-développement chronique du pays mais s'était cristallisé autour du projet Total/ExxonMobil. Celui-ci vise à quasiment doubler les exportations de GNL du pays, ce qui en ferait un acteur international majeur.

La Papouasie, l'un des pays les plus pauvres d'Asie, possède d'immenses richesses naturelles, en particulier des champs gaziers.

James Marape a également prévenu que la Papouasie n'avait "pas besoin" des entreprises forestières étrangères actives dans le lucratif secteur de l'exportation du bois.

Les restrictions internationales sur l'exploitation forestière et la déforestation rampante en Indonésie ont pour conséquence que de plus en plus d'entreprises, en majorité chinoises, se tournent vers les vastes forêts papouasiennes.

Reste à voir si le nouveau gouvernement conduira des réformes en profondeur ou se contentera de modifications à la marge dans un pays où seuls 13% des huit millions d'habitants ont accès à une électricité fiable.

"La Papouasie-Nouvelle-Guinée souffre", a prévenu l'ex-Premier ministre Mekere Morauto. "Vous devrez vous atteler à la corruption et aux abus, à la mauvaise gestion financière et à la dette croissante. Le peuple veut du changement".

Source : AFP

EURASIE

Russie : un journaliste d'investigation réputé arrêté

7 juin 2019

La police russe a arrêté un journaliste d'investigation réputé sur des soupçons de détention de drogue, provoquant l'indignation de médias et d'ONG qui dénoncent une affaire montée de toutes pièces et un nouveau coup porté à la liberté de la presse.

Une centaine de personnes dont de nombreux confrères d'Ivan Golounov, reporter au média indépendant en ligne Meduza, se sont rassemblées vendredi devant le siège du ministère de l'Intérieur à Moscou pour protester contre cette mesure. Certains d'entre eux ont à cette occasion à leur tour été interpellés avant d'être libérés quelques heures plus tard.

La police affirme avoir arrêté jeudi ce journaliste de 36 ans dans le centre de la capitale russe en possession de près de quatre grammes de méphédrone, une drogue de synthèse, trouvés dans son sac à dos. Elle assure avoir ensuite découvert au cours d'une perquisition à son domicile d'autres sachets contenant des stupéfiants et une balance.

Ivan Golounov est soupçonné de "trafic de drogue" et encourt jusqu'à 15 ans de prison. Il rejette les accusations portées contre lui et affirme que ces sachets de drogue ne lui appartiennent pas. Il doit être présenté samedi à un juge qui décidera d'un éventuel placement en détention préventive.

Selon son avocat, Dmitri Djoulai, Ivan Golounov a été frappé à deux reprises pendant sa détention par les policiers. "De nombreux éléments laissent à penser que les drogues ont été placées à son insu", a dit M. Djoulai à l'AFP.

Ivan Golounov a notamment écrit des articles sur les escroqueries dont se sont rendues coupables des entreprises de microcrédit, sur la crise des déchets à Moscou, sur le partage mafieux du business des cimetières et sur d'autres affaires de corruption et de détournements de fonds.

L'organisation Reporters sans frontières (RSF) s'est dite "très inquiète" de cette arrestation et du "comportement très suspect de la police".

L'ONG Amnesty International a dénoncé des accusations "douteuses et qui suivent un schéma malheureusement bien connu".

"Ivan Golounov est une voix critique connue et ses enquêtes sur la corruption gouvernementale n'ont clairement pas plu aux autorités".

La Russie figure à la 149^e place du classement de la liberté de la presse de RSF en 2019. De nombreux journalistes y ont été agressés ou assassinés ces dernières années.

Source : AFP

Poutine cherche à attirer des investisseurs ébranlés par les affaires judiciaires

6 juin 2019

Vladimir Poutine, confronté à un essoufflement économique et une baisse de popularité, a assuré jeudi que la Russie avait besoin des investisseurs étrangers, échaudés par plusieurs arrestations.

Surnommé le "Davos russe" en temps de boom économique, le Forum économique international de Saint-Pétersbourg a été assombri ces dernières années par les sanctions occidentales, auxquelles s'ajoute cette année l'affaire Baring Vostok, fonds d'investissement majeur dont des dirigeants sont poursuivis par la justice.

Vladimir Poutine s'y implique personnellement, avec un programme chargé de rencontres avec des dirigeants étrangers et des représentants des milieux d'affaires, pour montrer que la Russie n'est pas isolée et reste ouverte aux investisseurs internationaux malgré le contexte difficile. Signe de la priorité décidée par Moscou, l'invité d'honneur est le président chinois, Xi Jinping.

Vladimir Poutine est resté ferme dans ses critiques vis-à-vis des Etats-Unis, qui boudent le forum, sur le Venezuela ou sur le désarmement, avertissant que la Russie est prête à laisser expirer en 2021 le traité nucléaire START.

La Russie a grand besoin d'argent privé pour atteindre les objectifs affichés par Vladimir Poutine au début de son quatrième mandat, avec des ambitieux "projets nationaux" qu'il s'agit désormais de financer, malgré le climat des affaires tendu.

Le coût de ces projets déclinés en 12 catégories, dont la santé et les infrastructures approche les 400 milliards de dollars d'ici à 2024, dont 115 milliards doivent venir d'investissements privés, russes ou étrangers.

Ces projets sont essentiels car l'économie russe a fortement ralenti en début d'année. Elle avait renoué avec la croissance en 2017 après deux ans de récession causée par la chute des cours du pétrole et les sanctions liées à la crise ukrainienne.

Ce signal est jugé inquiétant au moment où la popularité de Vladimir Poutine chute en raison de mesures impopulaires mais présentées comme nécessaires, comme le relèvement de l'âge de la retraite ou la hausse de la TVA.

"Si nous ne faisons rien, nous pouvons entrer en récession d'ici 2021", a averti le ministre de l'Economie, Maxime Orechkine, citant les risques liés à "la bulle des crédits à la consommation".

Source : AFP

Détournements astronomiques dans le secteur spatial russe

28 mai 2019

Des milliards envolés, des responsables en prison et un dirigeant en fuite à l'étranger : le secteur spatial russe se trouve au cœur de détournements de fonds astronomiques qui entachent les ambitions de grandeur retrouvée de la Russie dans l'espace.

Depuis des années, la Russie cherche à redresser cette industrie, source d'une immense fierté à l'époque soviétique et dont elle reste un acteur mondial incontournable, mais qui s'est retrouvée ruinée après la chute de l'URSS et qui a essuyé plusieurs humiliants échecs récemment.

Mais les scandales de corruption continuent d'éclater et éclipsent les annonces de projets de nouvelles fusées ou stations lunaires. "Des milliards sont volés" au sein du conglomérat public Roskosmos qui regroupe les entreprises de la filière, a résumé à la mi-mai le chef du Comité d'enquête Alexandre Bastrykine, cité par l'agence Ria Novosti.

Des enquêtes sont en cours "depuis au moins cinq ans et sont loin d'être achevées", a-t-il ajouté. Presque toutes les entreprises principales du secteur, dont les constructeurs de fusées, ont été touchées par des scandales financiers, aboutissant parfois à des peines de prison pour escroquerie à grande échelle.

Seule l'ISS constitue "une tour d'ivoire inébranlable", mais elle joue plutôt "un rôle politique" pour maintenir la coopération internationale et n'apporte rien de nouveau pour la recherche scientifique, estime Vitali Egorov, auteur d'un blog populaire sur l'espace, le Chat Vert (zelenyikot.com).

Source : AFP

Trump fait miroiter à Londres un accord "extraordinaire" après le Brexit

4 juin 2019

Le président américain Donald Trump a fait miroiter mardi un accord commercial "extraordinaire" avec Londres après le Brexit, adoptant un ton conciliant avec la Première ministre Theresa May, loin des déclarations polémiques ayant précédé sa visite d'Etat au Royaume-Uni.

Des milliers de manifestants ont défilé contre sa venue dans le centre de Londres. Donald Trump a assuré que tout était "sur la table" dans la future négociation post-Brexit d'un accord de libre-échange entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

Le président s'est aussi dit "absolument sûr" de trouver un terrain d'accord avec Londres sur l'équipementier chinois Huawei, un sujet de tensions entre les deux pays, Washington faisant pression sur ses alliés pour que le géant chinois soit exclu du réseau 5G par crainte d'espionnage.

C'est une Theresa May sur le départ qu'a rencontré Donald Trump puisqu'elle quittera formellement ses fonctions vendredi, après avoir échoué à mettre en œuvre la sortie de l'Union européenne, repoussée au 31 octobre.

Bien qu'il ait fustigé juste avant son arrivée sa gestion du Brexit dans des entretiens aux médias britanniques, M. Trump a cette fois eu la courtoisie de la féliciter pour son "travail fantastique", allant même jusqu'à assurer qu'elle était "probablement meilleure négociatrice que moi" devant la presse.

Partisan du Brexit, Donald Trump a recommandé au Royaume-Uni de claquer la porte du club européen sans accord et sans verser un sou, un scénario auquel s'est toujours opposée Mme May.

Source : AFP

Européennes : percée des Verts face à l'urgence climatique

27 mai 2019

Avec des résultats à deux chiffres chez des poids lourds de l'UE, notamment en Allemagne, les écologistes ont enregistré un succès historique aux Européennes, l'urgence climatique s'imposant comme un thème de préoccupation majeur pour les électeurs.

Les Verts pourraient même peser sur la composition de la Commission européenne et l'identité de son président, aucun des groupes parlementaires de la droite (PPE) et de la gauche (PSE) ne semblant en mesure d'obtenir une majorité absolue des 751 sièges en jeu dans 28 pays, signant la fin du bipartisme européen.

La mobilisation des jeunes européennes tous les vendredis lors des "Fridays For future" autour de leur égérie suédoise Greta Thunberg est une illustration de la prise de conscience de l'importance du climat.

Ce mouvement a revendiqué des centaines de milliers de manifestants le vendredi précédant le scrutin dans une centaine de pays avec comme mot d'ordre de peser sur les élections européennes.

Source : AFP

L'Allemagne a dépensé 23 milliards d'euros en 2018 pour les réfugiés

20 mai 2019

L'Allemagne a dépensé l'an dernier 23 milliards d'euros pour l'intégration sur son territoire de plus d'un million de réfugiés et pour combattre dans les pays d'origine les causes des migrations, selon un document du ministère des Finances dont Reuters a eu connaissance.

Cela représente une hausse de près de 11% par rapport aux 20,8 milliards dépensés en 2017. Sur ces 23 milliards, 7,9 milliards ont financé des mesures à l'étranger afin d'inciter les populations à ne pas chercher à gagner l'Europe, ce qui représente une hausse de 16% par rapport à l'année précédente.

Source : Reuters

Le Premier ministre arménien veut purger le système judiciaire

20 mai 2019

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a annoncé lundi son intention de purger le système judiciaire, accusé d'entraver le grand ménage entrepris dans le monde politique depuis son arrivée au pouvoir.

Nommé il y a un an après plusieurs semaines de manifestations massives, le chef du gouvernement est confronté à des difficultés dans son désir de juger l'ancien président Robert Kotcharian, poursuivi pour "coup d'Etat" mais libéré de détention préventive ce week-end.

Mobilisant dans la rue ses partisans, qui ont bloqué des tribunaux de la capitale, le Premier ministre a haussé le ton lundi.

"Les tribunaux sont les vestiges des anciennes autorités corrompues", a-t-il déclaré.

"Le temps est venu pour une intervention chirurgicale", a-t-il poursuivi.

"Si c'est nécessaire, nous adopterons des amendements constitutionnels. Tout cela sera fait en conformité avec la loi internationale", a-t-il ajouté, appelant à l'aide les partenaires occidentaux de l'Arménie.

Nikol Pachinian est arrivé au pouvoir en 2018, après avoir mené pendant plusieurs semaines des manifestations pacifiques réclamant le départ de l'ex-président Serge Sarkissian.

Elu à son tour Premier ministre, l'ancien journaliste de 43 ans a promis d'importantes réformes démocratiques et économiques.

Il a lancé une croisade tous azimuts contre la corruption des précédentes élites.

Plusieurs affaires ciblent l'entourage de Robert Kotcharian, 64 ans, qui a dirigé l'ex-république soviétique de 1998 à 2008.

L'ancien président lui-même est accusé de "renversement de l'ordre constitutionnel" pour avoir, selon l'accusation, truqué la présidentielle de 2008 en faveur de son allié et successeur désigné, Serge Sarkissian. Son procès s'est ouvert.

Source : AFP

En Norvège, les jours des élevages d'animaux à fourrure sont comptés

6 juin 2019

En Norvège, les jours des élevages d'animaux à fourrure sont comptés.

Applaudi par les défenseurs des animaux et conquis par les fermiers, le gouvernement norvégien compte faire passer avant l'été un projet de loi visant à interdire tout nouvel élevage d'animaux à fourrure et à démanteler les installations existantes d'ici au 1^{er} février 2025.

Avec l'interdiction qu'elle entend voter, la Norvège, qui représente 1% de la production mondiale de peaux de visons et de renards, rejoint une liste grandissante de pays, comme le Royaume-Uni et les Pays-Bas.

Le gouvernement a prévu de consacrer 500 millions de couronnes (51 millions d'euros) à l'accompagnement du démantèlement des élevages, dont 100 millions (environ 10 millions d'euros) pour la reconversion.

Source : AFP

République Tchèque : des dizaines de milliers de manifestants exigent la démission de leur Premier ministre

5 juin 2019

Quelque 120 000 Tchèques ont réclamé, ce mardi soir à Prague, le départ d'Andrej Babis, Premier ministre, homme d'affaires milliardaire qu'ils accusent de conflits d'intérêts liés à son ancien empire financier.

Babis est soupçonné d'avoir illégalement perçu 2 millions d'euros d'aides européennes il y a dix ans pour des projets de construction d'une ferme et d'un centre de congrès.

Une enquête de police a recommandé fin avril la tenue d'un procès mais les manifestants redoutent que le nouveau ministre de la Justice s'immisce dans la procédure.

Un audit mené par la Commission européenne, dont les résultats préliminaires ont fuité, a par ailleurs déterminé que le groupe Agrofert, l'ancien conglomérat de Babis présent dans la chimie, l'agroalimentaire, l'élevage et les médias, n'aurait pas dû avoir accès aux fonds de développement européens ces dernières années du fait de conflits d'intérêts.

Source : FranceInfo

Albanie : la crise politique nuit aux rêves d'Europe

28 mai 2019

Manifestations violentes, vie politique rythmée par l'anathème, Parlement sans opposition : l'Albanie semble se tirer une balle dans le pied au moment où l'Union européenne doit décider d'ouvrir ou non des négociations d'adhésion.

Depuis février, l'opposition a durci ses méthodes pour obtenir la démission du Premier ministre socialiste Edi Rama qui dirige depuis 2013 ce pays fragile des Balkans, l'un des plus pauvres d'Europe.

Ses adversaires exigent un gouvernement de transition, des législatives anticipées et refusent de négocier avec Edi Rama, qu'ils accusent d'être lié au crime organisé et de laisser la corruption prospérer.

De droite (Parti démocratique) comme du centre gauche (Mouvement socialiste pour l'Intégration), l'opposition a quitté en février le Parlement, annoncé un boycottage des municipales fin juin et déplacé son combat dans la rue avec des manifestations parfois violentes.

Cette ambiance empoisonnée inquiète les chancelleries occidentales. Au lendemain d'élections qui ont confirmé l'installation dans leur paysage politique des mouvements populistes et souverainistes, les Etats membres de l'UE doivent décider de suivre ou non la recommandation de la commission d'ouvrir des négociations avec l'Albanie et la Macédoine du Nord.

Comme tous les pays des Balkans, l'Albanie est confrontée à un exode massif, notamment de ses jeunes dont un sur trois est au chômage. Bien que considérée comme un "pays sûr" par l'Europe, elle reste en haut de liste pour les demandes d'asile en Europe, mais aussi aux Etats-Unis et au Canada.

Source : AFP

RELATIONS INTERNATIONALES

Moscou et Pékin affichent leur entente au grand rendez-vous russe des affaires

7 juin 2019

En pleine guerre commerciale avec les Etats-Unis, le président chinois Xi Jinping se voit dérouler le tapis rouge vendredi au principal rendez-vous des affaires en Russie, l'occasion pour Moscou et Pékin d'afficher leurs étroites relations économiques face à Washington.

Xi Jinping doit s'exprimer vendredi lors de la séance plénière du forum économique de Saint-Pétersbourg. Xi Jinping devrait aborder "les importantes idées de la Chine en matière de développement durable, sa volonté de travailler avec toutes les parties pour soutenir le multilatéralisme".

"Le forum en 2019 illustre clairement à quel point le monde est devenu bipolaire : la même semaine, le président Trump boit le thé avec la reine à Londres, alors que le président Poutine reçoit le président Xi à Saint-Pétersbourg", relève Chris Weafer, fondateur de la société de conseil Macro Advisory.

Très déséquilibrée en faveur de Pékin, l'entente économique entre les deux immenses pays voisins n'a cessé de progresser ces dernières années alors que les relations se dégradent entre Moscou et les Occidentaux, Etats-Unis en tête, à la faveur des multiples crises.

Le rapprochement entre Moscou et Pékin se retrouve renforcé par les mesures prises par les Etats-Unis à l'encontre des deux pays, sous forme de sanctions ou de guerre commerciale. Les présidents russe et chinois ont multiplié les entrevues récemment.

L'UE reste le premier investisseur en Russie, loin devant les Etats-Unis et la Chine. Mais dans un contexte de fortes tensions entre la Russie et les Occidentaux, les échanges commerciaux entre Moscou et Pékin ont augmenté d'un quart en 2018.

Or la Russie a grand besoin d'attirer les investissements étrangers, comme l'a rappelé Vladimir Poutine. Le besoin est d'autant plus crucial dans un contexte de ralentissement économique en début d'année et de baisse de popularité du président russe.

Au début de son quatrième mandat l'année dernière, il a annoncé des ambitieux "projets nationaux" de plusieurs centaines de milliards d'euros qu'il s'agit désormais de financer, malgré le climat des affaires tendu.

Outre les sanctions, les investisseurs occidentaux sont échaudés par les poursuites visant les financiers américain Michael Calvey et français Philippe Delpal, dirigeants du puissant fonds Baring Vostok.

Au Kremlin mercredi, plusieurs accords commerciaux ont été signés, notamment un contrat très symbolique confiant au géant des télécoms Huawei, accusé d'espionnage par les Etats-Unis, le développement de la 5G en Russie avec l'opérateur local MTS.

"La Chine prend du temps à ouvrir en grand les vannes de l'investissement : elle veut se sentir sûre sur le long terme, elle ne veut pas se précipiter", relève Charles Robertson, chef économiste de Renaissance Capital.

Cet expert s'attend cependant à "de gros investissements chinois en Russie" dans les prochaines années notamment dans le cadre des projets de nouvelles Routes de la soie de Pékin. Parmi les projets majeurs liant Moscou et Pékin figure le gazoduc Power of Siberia, qui allie les géants russe Gazprom et chinois CNPC et doit livrer du gaz russe à la Chine à partir de décembre 2019.

Source : AFP

Terres rares : la menace de la Chine de plus en plus pesante

6 juin 2019

La Chine saisit la justice aux États-Unis pour contester les restrictions commerciales américaines contre son géant des télécoms, Huawei. Parallèlement, Pékin fait planer de plus en plus pesamment la menace de couper l'approvisionnement des États-Unis en terres rares chinoises.

Les médias chinois enfoncent le clou après la visite remarquée de Xi Jinping la semaine dernière dans une usine de transformation des terres rares dans le sud-est du pays. C'était le premier déplacement du président chinois depuis l'échec des discussions avec Donald Trump.

La Chine produit plus de 70% des terres rares de la planète et surtout accapare presque toute leur transformation, rendant les États-Unis dépendants à 80% des importations chinoises, pour leurs industries les plus stratégiques, des véhicules électriques aux radars.

Jusqu'à présent, l'administration américaine s'était d'ailleurs bien gardée de taxer les terres rares chinoises. En revanche, Pékin taxera à 25% les terres rares américaines qui rentreront en Chine pour y être raffinées dès le mois de juin. Un embargo sur toutes les terres rares chinoises ferait beaucoup plus mal aux États-Unis. Mais serait aussi à double tranchant pour la Chine.

Source : RFI

Washington lance un plan pour garantir l'approvisionnement en minéraux stratégiques

5 juin 2019

Les Etats-Unis ont dévoilé mardi un plan pour garantir l'approvisionnement du pays en minéraux stratégiques et notamment en terres rares, indispensables à tous les équipements électroniques et auxquels la Chine a menacé de restreindre l'accès.

"Ces minéraux critiques sont souvent ignorés mais sans eux la vie moderne serait impossible", a déclaré Wilbur Ross, le secrétaire américain au Commerce, affirmant que le gouvernement fédéral "prend des mesures sans précédent pour s'assurer que les Etats-Unis ne seront pas coupés de ces matériaux vitaux".

Le plan d'action identifie 35 éléments stratégiques dont l'uranium, le titane et les terres rares, pour lesquels les Etats-Unis sont particulièrement dépendants de l'étranger.

Le rapport rappelle que pour 14 des 35 matériaux détaillés sur la liste, les importations représentent plus de 50% de la consommation annuelle des Etats-Unis.

Pour 14 des minéraux listés, "les USA n'ont aucune production nationale et dépendent complètement des importations". La Chine produit l'essentiel des terres rares de la planète, un ensemble de 17 métaux indispensables aux technologies de pointe et que l'on retrouve dans les smartphones, les écrans plasma, les véhicules électriques mais aussi dans l'armement.

Et Pékin s'est plu à rappeler cette dépendance --pas seulement des Etats-Unis-- le 22 mai quand Xi Jinping est allé visiter une usine de traitement de ces métaux stratégiques. Une manière subtile de laisser planer la menace de bloquer les exportations.

Ce geste fait suite à l'intensification de la guerre commerciale menée par Donald Trump contre la Chine mais aussi des lourdes sanctions prises contre le géant chinois des télécoms Huawei, que Washington soupçonne de favoriser l'espionnage par le régime.

En 2010, en représailles à un différend territorial, Pékin avait brutalement interrompu ses exportations de terres rares vers le Japon, mettant les entreprises de hautes technologies nippones en grandes difficultés. Pour éviter de se retrouver dans la même situation que le Japon, l'administration Trump a bâti sa stratégie sur six plans d'action.

Washington compte ainsi accélérer la recherche, le développement et le déploiement de méthodes de recyclage et de réutilisation de ces minéraux stratégiques, trouver des alternatives et aussi diversifier l'approvisionnement et améliorer les processus d'extraction, de séparation et de purification.

De fait pour certains des minéraux concernés, les Etats-Unis disposent bien de la matière première mais pas du savoir-faire pour les rendre utilisables par l'industrie.

Washington compte aussi renforcer la coopération et améliorer le commerce international de ces minéraux avec ses alliés.

Source : AFP

Washington veut que Pékin cesse "d'éroder" la souveraineté de ses voisins

1^{er} juin 2019

Les Etats-Unis ont appelé la Chine à cesser "d'éroder la souveraineté" de ses voisins et prévenu qu'ils investiraient massivement dans les cinq prochaines années pour maintenir leur suprématie militaire dans la région.

Les Etats-Unis reprochent notamment à Pékin d'avoir militarisé plusieurs îlots de la mer de Chine méridionale revendiqués par Taïwan, le sultanat de Brunei, la Malaisie, les Philippines et le Vietnam. Par ailleurs, la Chine et Vanuatu ont réfuté cette année des informations de presse selon lesquelles Pékin souhaite installer une base militaire sur l'île.

Les Etats-Unis mènent régulièrement des opérations dites de "liberté de navigation" dans le Pacifique, en survolant l'espace aérien international ou en faisant naviguer des navires de guerre

près des archipels disputés ou dans le détroit de Taïwan, que Pékin considère comme partie intégrante de ses eaux territoriales.

Le pouvoir chinois s'efforce d'isoler Taïwan sur la scène internationale. Si Taïwan reste pour le moment indépendante, les archipels militarisés sont désormais sous le contrôle de Pékin. Parmi les autres risques pour la sécurité de la région, la Corée du Nord, alliée à la Chine, reste une menace.

Les USA rappellent que le projet de budget du Pentagone prévoit des dépenses de recherche et développement de 104 milliards de dollars.

Notamment la défense anti-missile, un domaine dans lequel Pékin a massivement investi ces dernières années.

Sources : AFP, Reuters

Trump voit dans l'armée japonaise un soutien pour les USA en Asie

28 mai 2019

Donald Trump a dit s'attendre à ce que l'armée japonaise soutienne les forces américaines, alors que Tokyo a accru son budget de défense et renforcé sa flotte d'avions de chasse pour faire face à l'influence grandissante de la Chine. Lors de sa visite d'Etat, le président s'est rendu sur le Kaga, le plus grand navire de guerre du pays, avec le Premier ministre japonais.

Des modifications seront bientôt apportées au Kaga pour qu'il puisse accueillir des avions de chasse F-35B de Lockheed Martin, et ainsi servir de plateforme de ravitaillement aux jets de l'aviation américaine opérant depuis le Japon. Le destroyer a navigué l'an dernier jusqu'en Inde en traversant la mer de Chine du Sud, dont Pékin revendique la possession.

Le chef de la Maison blanche avait salué lundi l'achat par Tokyo de matériel militaire américain et notamment son projet de passer une commande d'environ 4 milliards de dollars à Lockheed Martin pour la livraison de 45 chasseurs F-35 supplémentaires - le Japon a déjà acheté 42 avions de chasse américains. Le Japon revendique des îles en mer de Chine méridionale.

Source : Reuters

Donald Trump sanctionne les exportations indiennes vers les États-Unis

1^{er} juin 2019

Donald Trump a confirmé ce samedi 1^{er} juin que l'Inde serait exclue de l'accord préférentiel américain sur l'importation de marchandises à partir du 5 juin. Washington avait menacé début mars de sanctionner New Delhi, principale bénéficiaire de cet accord réserve aux pays en voie de développement, en représailles aux barrières commerciales érigées par l'Inde.

La Maison Blanche avait attendu le résultat des législatives indiennes et la réélection du Premier ministre Narendra Modi pour mettre ses menaces à exécution. Donald Trump a déclaré vendredi que l'Inde, « n'avait pas assuré aux États-Unis un accès équitable et raisonnable à son marché ».

Pour l'Inde, la sortie de ce système de préférences généralisées, correspond à une perte potentielle de 190 millions de dollars par an. New Delhi minimise l'impact de cette décision sur ses exportations vers les États-Unis et a menacé d'augmenter les droits d'importants sur une vingtaine de produits américain en représailles.

Côté américain, la décision de Donald Trump ne fait pas l'unanimité. Les défenseurs de cet accord affirment que cela coûtera 300 millions de dollars par ans aux entreprises américaines en droits de de douanes supplémentaires.

L'exclusion de ce système de préférence n'est toutefois pas de bon augure pour l'Inde, dont l'économie est en perte de vitesse. Selon les chiffres officiels publiés vendredi, la croissance a chuté à 5,8% entre janvier et mars, contre une moyenne de 6,8% sur l'ensemble de l'année dernière.

Source : RFI

Huawei, commerce : la Chine attise le patriotisme face aux USA

26 mai 2019

Editoriaux enflammés, films au ton anti-américain, chanson sur la guerre commerciale : la Chine tente d'attiser le patriotisme de sa population dans un contexte d'attaques tous azimuts des Etats-Unis et de détérioration des liens bilatéraux.

Le conflit commercial, jusqu'ici mesuré, a viré à l'affrontement verbal ouvert depuis que l'administration Trump a placé mi-mai le géant des télécoms Huawei sur une liste d'entreprises suspectées d'espionner pour le compte de Pékin.

Cette décision interdit la vente de technologies américaines à ce fleuron industriel chinois, menaçant sa survie. Les négociations commerciales, elles, n'ont pas repris entre les deux puissances, qui s'affrontent toujours à coups de droits de douane punitifs.

De plus, Donald Trump a relevé les droits de douane sur des produits chinois, représentant quelque 200 milliards de dollars d'importations annuelles.

En Chine, la plupart des internautes font bloc derrière Huawei après les menaces de Washington contre l'entreprise.

Une très petite minorité de Chinois appelaient sur internet à "boycotter les iPhones". Mais ils étaient souvent rabroués par d'autres, jugeant que le boycott est une fausse bonne idée, dans un pays où les produits made in USA sont plébiscités.

Y compris par le fondateur de Huawei. Désireux d'éviter toute escalade, Ren Zhengfei a ainsi appelé à continuer d'acheter américain, avouant... que sa famille elle-même est très friande de produits Apple.

Source : AFP

Turquie : Erdogan affirme qu'il ne reculera pas sur l'acquisition de missiles russes S-400

4 juin 2019

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a affirmé mardi qu'il ne reculerait pas sur l'achat de missiles de défense antiaérienne russes S-400 malgré les mises en garde américaines. "Nous avons passé un accord (avec la Russie). Nous sommes déterminés. Il n'est pas question de faire machine arrière", a assuré M. Erdogan.

La volonté d'Ankara d'acheter le système russe de défense antiaérienne S-400 est une source majeure de frictions entre la Turquie et les Etats-Unis, alliés au sein de l'Otan. L'US Army redoute notamment que le système russe ne parvienne à percer les secrets technologiques de ses avions militaires dernier cri F-35, qu'Ankara a également entrepris d'acheter en nombre.

La livraison des missiles russes pourrait avoir lieu cet été et précipiter de dures représailles de la part des Etats-Unis.

La porte-parole du département d'Etat américain Morgan Ortagus a menacé une fois de plus de suspendre la vente des F-35 et, surtout, d'imposer des sanctions "très dures" contre Ankara.

Le lendemain, une haute responsable du Pentagone, Kathryn Wheelbarger, a déclaré devant l'Atlantic Council, un groupe de réflexion de Washington, que "l'achèvement de cette transaction serait dévastateur" pour le programme F-35 mais aussi pour "l'interopérabilité de la Turquie avec l'Otan".

Selon elle, la Turquie veut, en achetant ces systèmes, s'assurer du soutien russe contre les rebelles kurdes le long de sa frontière avec la Syrie. Mais elle a averti Ankara que la Russie n'était pas un partenaire fiable à long terme, ne fournissait pas de maintenance ou de support dans ses ventes militaires et tentait seulement de nuire à la cohésion de l'Otan.

Source : AFP

Dans l'Arctique, le champ de gaz de Nord Stream 2 se prépare dans l'incertitude

22 mai 2019

Menaces de sanctions, retard de permis, nouvelles règles européennes : les écueils s'accumulent pour le projet de gazoduc Nord Stream 2 entre la Russie et l'Allemagne. Mais dans l'Arctique, les préparatifs battent leur plein pour l'alimenter.

Plus d'un millier de kilomètres de tuyaux ont déjà été posés au fond de la Baltique pour lancer ce projet, en dépit des réticences de certains pays européens, soucieux de réduire leur dépendance au gaz russe, et de la franche opposition américaine au motif que l'Ukraine perdrait avec le transit de ces ressources d'importants revenus.

Cependant les responsables du projet réfutent toute volonté de priver Kiev du transit gazier : "même si Nord Stream 1 et 2 fonctionnent à plein il y aura besoin de faire transiter du gaz par l'Ukraine".

A 2.200 km de Moscou, le consortium Nord Stream 2, mené par le géant russe Gazprom, a invité presse et investisseurs, au nord du cercle arctique, pour montrer l'ampleur du projet. Ce

champ, découvert dans les années 1970 et exploité depuis 2012, alimente déjà le marché russe et le premier gazoduc Nord Stream 1.

"Il y a toutes ces discussions politiques, qui disent que c'est un projet politique.... Ici nous pouvons voir la réalité : le gaz vient d'ici, il doit être exporté vers l'Europe et la distance la plus courte est en passant par Nord Stream 2, ce sera 2.000 kilomètres plus court que la route actuelle par l'Ukraine", martèle Henning Kothe, chef du projet. "C'est un fait, pas de la politique".

Le projet de 9,5 milliards d'euros est financé à moitié par Gazprom, le reste étant couvert par ses partenaires européens : les Allemands Wintershall et Uniper, l'Anglo-Néerlandais Shell, le Français Engie et l'Autrichien OMV

La date de livraison prévue est fin 2019, mais le patron de Gazprom Alexeï Miller a évoqué dimanche pour la première fois publiquement la possibilité que le projet ne soit terminé qu'en 2020.

Le Danemark n'a en effet toujours pas délivré de permis de traverser ses eaux, alors que tous les autres pays l'ont fait.
Repousser la mise en service pourrait créer des difficultés considérables.

Aujourd'hui, la plus grande partie du gaz russe à destination de l'Europe transite par l'Ukraine (plus de 80% en 2018 selon Gazprom). Or l'accord de transit entre la Russie et l'Ukraine s'achève fin 2019 et les deux pays, à couteaux tirés, n'arrivent pas à se mettre d'accord pour la suite.

Interrogé sur la possibilité de finir l'année sans Nord Stream 2 et sans accord de transit avec l'Ukraine, Dmitri Khandoga, vice-président de la production de Gazprom, botte en touche au sujet de ce qu'il appelle un "scénario catastrophe".

A cela s'ajoute la menace croissante de sanctions américaines. A Kiev, le secrétaire américain à l'Energie Rick Perry a évoqué "dans un futur pas si lointain" des mesures qui imposeront "des restrictions très onéreuses aux entreprises qui continuent à faire affaires avec Nord Stream 2".

En attendant, Nord Stream 2 s'attache à dépolitiser la question. La demande pour le gaz russe augmente en Europe, où les ressources s'épuisent. En Russie à l'inverse Gazprom a annoncé la découverte de deux nouveaux champs gaziers dans l'Arctique.

Source : AFP

Deux ans après, les rancunes persistent entre le Qatar et ses voisins

3 juin 2019

Dans une région où les déclarations dans les médias sont contrôlées, chaque geste compte et le langage corporel du roi saoudien et du Premier ministre du Qatar lors des sommets de La Mecque a confirmé la persistance de la crise dans le Golfe.

Cheikh Abdallah ben Nasser Al-Thani n'a pas donné l'accolade au roi Salmane lorsque celui-ci l'a salué le 30 mai aux sommets du Conseil de coopération du Golfe (CCG) et de la Ligue arabe qui visaient à isoler l'Iran.

La rencontre constituait le premier contact à ce niveau depuis le début de la crise il y a deux ans. Commentant la poignée de main glaciale, des diplomates ont estimé qu'il y avait peu de chances qu'un dégel se produise à court terme.

Deux jours plus tard, les paroles ont confirmé la gestuelle : le ministre qatari des Affaires étrangères Mohammed ben Abderrahmane Al-Thani a émis "des réserves" sur les sommets de La Mecque, affirmant que son pays n'avait "pas été consulté" pour les communiqués finaux.

Un communiqué parle d'un "Golfe unifié", mais est-ce possible "avec la poursuite du blocus du Qatar ?", s'est-il interrogé.

Lundi, Ryad et son allié émirati ont tourné en dérision cette réaction de Doha.

Le contentieux a éclaté au grand jour le 5 juin 2017, lorsque l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, Bahreïn et l'Egypte ont rompu avec le Qatar, l'accusant de soutenir des mouvements islamistes radicaux et de se rapprocher de l'Iran.

Le Quartet a également imposé un embargo aérien, maritime et terrestre contre Doha, qui a eu un impact économique et humain. "Au moins, ils se sont rencontrés à un haut niveau pour la première fois depuis deux ans, mais de nombreuses rancunes demeurent", a noté un ambassadeur occidental à Doha à propos de La Mecque.

Ces sommets ont permis à l'Arabie saoudite de dénoncer les agissements "criminels" de l'Iran après des attaques en mai contre des navires et des installations pétrolières --Téhéran a nié en être l'auteur.

Les sommets de La Mecque ont eu lieu après des déclarations du conseiller américain à la sécurité nationale John Bolton, qui a affirmé que l'Iran était "vraisemblablement" derrière le sabotage le 12 mai de quatre navires commerciaux au large des Emirats, dont deux pétroliers saoudiens.

Le Qatar s'était tourné vers Téhéran pour atténuer son isolement économique en lui achetant divers produits et en dirigeant vers l'espace aérien iranien les vols de sa compagnie nationale Qatar Airways, interdite d'entrée chez ses quatre adversaires arabes.

Source : AFP

L'Irak plaide contre la guerre en recevant le chef de la diplomatie d'Iran

26 mai 2019

Les dirigeants irakiens ont mis en garde contre le "danger de la guerre" en pleines tensions accrues entre les Etats-Unis et l'Iran, à l'occasion d'une visite à Bagdad du ministre iranien des Affaires étrangères Mohammad Javad Zarif.

Pris en étau entre ses deux grands alliés iranien et américain, l'Irak, voisin de l'Iran, redoute que les tensions exacerbées par les renforts militaires américains dans la région, ne dégénèrent sur son sol.

Evoquant des menaces d'attaques "imminentes" de la part de l'Iran ou de ses alliés régionaux, les Etats-Unis ont dépêché dans le Golfe un porte-avions, des bombardiers B-52, un navire de guerre et des missiles Patriot. Et le président Donald Trump a annoncé l'envoi de 1.500 soldats supplémentaires au Moyen-Orient de manière "préventive".

Des milliers d'Irakiens ont manifesté pour dire "non à la guerre" à Bagdad et à Bassora, cité pétrolière à la pointe sud du pays, frontalière de l'Iran.
L'Irak est sorti de la guerre contre le groupe Etat islamique (EI) il y a moins d'un an et demi.

L'Irak tente de se poser en médiateur au Moyen-Orient profondément fracturé, notamment parce qu'il est frontalier à la fois de l'Iran, grande puissance chiite, et de l'Arabie saoudite, chef de file sunnite à couteaux tirés avec Téhéran.

Source : AFP

Accord pour une ligne électrique sous-marine entre l'Egypte et Chypre

25 mai 2019

L'Egypte espère exporter de l'énergie vers l'Europe. Un gazoduc sous-marin, décidé en 2018, est également en construction entre les deux pays. L'Egypte et Chypre souhaitent devenir à plus long terme un couloir majeur pour le transport d'électricité et de gaz de l'Afrique à l'Europe.

Deux milliards d'euros : tel est le montant du contrat signé entre l'Egypte et Chypre pour l'installation d'un câble sous-marin entre les deux pays. La ligne électrique, longue de 310 km, s'enfoncera jusqu'à 3000 mètres en-dessous du niveau de la mer et devrait être opérationnelle dans trois ans. Le projet prévoit aussi de relier Chypre à la Grèce, en passant par la Crète.

Un accord qualifié d'"historique" par le président du conseil stratégique d'EuroAfrica Interconnector, Ioannis Kasoulides. "Chypre devient ainsi une plateforme majeure pour le transport d'électricité de l'Afrique à l'Europe". De son côté, l'Egypte multiplie les projets de centrales électriques, notamment solaires, sur son sol.

Depuis l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée en mars 2014 par Moscou, l'Union européenne cherche à développer des moyens alternatifs d'importations d'énergie pour réduire sa dépendance vis-à-vis de la Russie.

Dans le même temps, de récentes découvertes d'importants champs gaziers au large des côtes égyptiennes permettent désormais de satisfaire les besoins domestiques du pays arabe le plus peuplé.

Source : FranceInfo

Assange inculpé d'espionnage par les Etats-Unis

24 mai 2019

La justice américaine a annoncé avoir retenu 17 chefs d'inculpation supplémentaires contre le fondateur du site WikiLeaks, Julian Assange, accusant le lanceur d'alertes australien d'avoir

conspiré pour obtenir des informations classifiées et dévoilé l'identité de sources confidentielles.

Après l'arrestation de Julian Assange par les autorités britanniques le mois dernier, le département américain de la Justice avait déjà inculpé l'Australien de complot en vue de pirater en 2010 un ordinateur du gouvernement américain avec l'aide de Chelsea Manning, ancienne analyste de l'US Army.

Le département de la Justice a déclaré qu'Assange, en plus d'avoir encouragé Manning à dérober des dossiers confidentiels, a mis en danger la vie de nombreuses sources des services américains - parmi lesquelles des journalistes, chefs religieux, opposants politiques et défenseurs des droits de l'homme - en dévoilant leur identité.

Julian Assange a été arrêté le 11 avril dernier par la police britannique à l'ambassade d'Equateur à Londres, où il s'était réfugié en 2012. Il est actuellement détenu en Grande-Bretagne où la justice l'a condamné au début du mois à une peine de prison de 50 semaines pour avoir enfreint les conditions de sa mise en liberté conditionnelle.

Le fondateur de WikiLeaks a déclaré ce mois-ci qu'il s'opposait à son extradition vers les Etats-Unis, qui lui reprochent la publication en 2010 de centaines de milliers de documents confidentiels, dont des rapports militaires sur l'Afghanistan et l'Irak ainsi que des notes diplomatiques.

Source : Reuters

AMERIQUES

Les "esclaves" à vie de l'internationalisme médical cubain

6 juin 2019

Après avoir passé une grande partie de sa vie au sein des missions médicales internationales cubaines, le Dr Orazal Sanchez s'estime encore prisonnier d'un "système d'esclavage" selon lui déguisé sous la forme d'une "fausse solidarité".

Comme lui, ses collègues féminines Delia Estelles et Yolanda Garcia ont déserté d'un programme qui représente une source cruciale de revenu pour la grande île caribéenne.

Les trois médecins relatent des choses concordantes : avoir été conduits dans des lieux qu'ils n'avaient pas choisis, avoir dû remettre leur passeport à un "superviseur"...

Résultat, les trois professionnels de santé partagent la même désillusion au sujet de l'internationalisme médical cubain, un système décrit par la majorité de ses participants comme coercitif et non volontaire, selon l'ONG Prisoners Defenders.

Selon cette organisation, tout refus de partir en mission se traduit par des conséquences terribles pour la carrière et la famille du médecin frondeur. Et les médecins envoyés ne reçoivent que moins d'un quart de leur salaire versé par le pays hôte, le reste étant prélevé par les autorités cubaines.

Pendant 60 ans, les médecins ont été, avec les soldats et les enseignants, les ambassadeurs de la révolution cubaine, sous l'impulsion de Fidel Castro, qui se voulait le chantre de l'anti-impérialisme dans le monde.

Il restait fin 2018 plus de 34.000 agents de santé cubains déployés dans 66 nations de la planète, parmi lesquelles 25 bénéficient d'une aide gratuite, selon les autorités de La Havane.

Le Dr Delia Estelles, 37 ans, est interdite de rentrer à Cuba, où elle est accusée de "trahison à la patrie".

Elle qui a travaillé au Guatemala et au Brésil détaille son dégoût à l'égard du "harcèlement", y compris "à teneur sexuelle", qu'elle dit avoir subi, des "contributions forcées" au Parti communiste cubain, de "l'endoctrinement politique".

Le Dr Garcia a décidé de continuer sa vie au Brésil, où quelque 8.000 médecins cubains ont cessé d'exercer après que le président d'extrême droite Jair Bolsonaro, farouche anticommuniste, a mis en question leurs compétences et dénoncé leurs conditions de travail proches de "l'esclavage".

Source : AFP

Haiti : le relogement des victimes du séisme sacrifié à des fins douteuses

3 juin 2019

Les millions de dollars devaient servir à reloger les sinistrés du grand tremblement de terre de Haïti en 2010. Mais ils se sont évaporés dans des projets douteux, hôtel ou bâtiment ministériel aux chantiers désormais à l'arrêt.

La Cour des comptes haïtienne vient de publier le deuxième volet de son enquête sur Petrocaribe, un fonds de développement parrainé par le Venezuela, qui se révèle être une litanie d'exemples de gestion calamiteuse et de corruption. La reconstruction après le séisme n'y a pas échappé.

Quelques mois après la catastrophe qui avait ravagé plusieurs villes du pays et tué plus de 200.000 personnes, l'État haïtien a signé avec deux entreprises dominicaines cinq contrats pour totalement rénover le quartier défavorisé de Fort National. Des dizaines d'immeubles devaient aussi être érigés sur des terrains abandonnés au cœur de la capitale.

Établis dans "une absence totale de libre concurrence, de transparence et de respect de l'éthique", la Cour des comptes dénonce aujourd'hui ces contrats, au coût total de 314 millions de dollars.

Au fil des mois, les contrats originels sont détournés de leur objectif, décrit le rapport.

Entre 2008 et 2018, Haïti a bénéficié du programme Petrocaribe mis en place à l'initiative de l'ancien président vénézuélien Hugo Chavez, qui a permis à plusieurs pays d'Amérique latine et des Caraïbes d'acquérir des produits pétroliers à un prix avantageux et de dégager des ressources pour des projets de développement.

Toujours perçu comme source de gaspillage et de corruption, ce fonds a déjà donné lieu, en 2016 et 2017, à deux enquêtes sénatoriales. Depuis l'été 2018, le mouvement citoyen "Petrocaribe Challenge" a multiplié les manifestations à travers le pays, poussant la Cour supérieure des comptes à lancer son audit.

Après un premier rapport sorti en janvier, le deuxième tome, publié vendredi, compile une kyrielle de violations des lois de passation de marchés et des règles fiscales : quantités d'irrégularités qui sont autant de suspicions de détournements de fonds et de corruption.

Suite à la publication de la longue liste de fraudes présumées, les juges de la Cour des comptes ont déclaré lundi qu'ils travaillaient désormais à éditer les documents permettant des poursuites en justice.

Pour les dérives liées aux projets de relogement des sinistrés du séisme, deux anciens premiers ministres haïtiens, Jean-Max Bellerive et Laurent Lamothe, sont désignés comme responsables, aux côtés de quatre autres ministres et deux secrétaires d'Etat. Le président actuel, Jovenel Moïse, est également épinglé.

La principale entreprise bénéficiaire des contrats, Rofi SA, est propriété de Félix Bautista, un sénateur dominicain sanctionné pour corruption par le Département du trésor américain en juin 2018.

Sources : AFP, RFI

Haïti : des sénateurs de l'opposition saccagent la salle de séance pour dénoncer la violence croissante dans le pays

30 mai 2019

Quatre sénateurs haïtiens d'opposition ont saccagé leur salle de séance à Port-au-Prince : ce geste symbolique, qui paralyse encore l'installation du nouveau gouvernement, sert à empêcher pour une troisième fois la ratification de la politique générale du Premier ministre.

Les sénateurs de l'opposition ont pleinement assumé leur acte.

"Combien de personnes sont tuées dans les rues et c'est une chaise brisée qui leur fait mal ? Combien de policiers tombent ?" a questionné le sénateur Antonio Chéramy, évoquant l'insécurité grandissante à travers le pays.

Depuis le début de l'année, 20 policiers ont été tués et plus de 100 citoyens ont perdu la vie de façon violente, par balles ou armes blanches, selon le décompte d'organisations de défense des droits humains qui s'inquiètent de l'étalement des zones sous contrôle de gangs armés.

Les élus détracteurs du président Jovenel Moïse s'opposent à la reconduction de 8 ministres de l'ancien gouvernement sans qu'ils n'aient obtenu d'attestation de bonne gestion des fonds publics.

Quelques dizaines de manifestants sont venus signaler leur solidarité avec les sénateurs de l'opposition. Des heurts ont éclaté avec les forces de l'ordre qui ont fait un large usage de grenades lacrymogènes pour disperser la foule, tirant également plusieurs fois en l'air à balles réelles.

Absent des lieux, le nouveau Premier ministre Jean-Michel Lapin a été nommé début avril par le président Jovenel Moïse suite au vote de sanction adressé mi-mars par les députés au précédent gouvernement dirigé par Jean-Henry Céant, fragilisé par des manifestations qui avaient fait plusieurs morts.

Alors que 60% de la population haïtienne vit sous le seuil de pauvreté, la lenteur de ce processus politique constitue un frein aux investissements et pénalise également les programmes d'aides au développement.

L'installation d'un nouveau gouvernement est en effet un prérequis du Fond monétaire international pour le décaissement d'une première tranche d'aide dans le cadre du prêt de 229 millions de dollars octroyé début mars à Haïti pour les trois années à venir.

Source : AFP

Des viols collectifs suscitent l'indignation en Haïti

24 mai 2019

En Haïti le climat d'insécurité prend une nouvelle dimension. « Un nouveau phénomène se développe dans la capitale haïtienne. Il s'agit du viol collectif », alerte Haïti Press Network. Les victimes sont « des étudiantes de différentes universités de Port-au-Prince », explique le site Haïti Libre.

Certains centres universitaires ont décidé de prendre eux-mêmes des mesures pour assurer la sécurité de leurs étudiantes.

Ces cas de viols collectifs suscitent un émoi immense au sein de la population haïtienne.

Les gangs armés sont très nombreux dans le pays.

Source : RFI

États-Unis : le Congrès furieux des cachotteries de Trump sur l'Arabie saoudite

6 juin 2019

L'information a été révélée par nos confrères de la chaîne américaine CNN. Selon les services secrets américains, l'Arabie saoudite a renforcé son programme balistique - au niveau des technologies comme des infrastructures - avec l'aide de la Chine.

L'administration Trump était au courant, mais n'a pas jugé bon d'en informer les membres du Congrès. Les élus démocrates et républicains sont vent debout et s'interrogent sur les intentions de l'exécutif.

Depuis combien de temps l'administration Trump savait-elle ? A-t-elle sciemment laissé faire pour appuyer sa politique d'isolement de l'Iran ? Autant de questions que se posent actuellement les élus.

Ces informations sur le programme balistique saoudien, le Congrès les a obtenues en dehors des canaux officiels, et ce n'est pas la première fois que le Congrès critique la politique de l'administration Trump vis-à-vis de Riyad.

Il y a huit mois, après le meurtre du journaliste saoudien Jamal Khashoggi, même de fidèles alliés du président avaient trouvé sa réponse trop tiède et avaient appelé à réduire la coopération entre les deux pays, en vain. Des documents officiels montrent qu'après cet assassinat, Washington a approuvé des transferts de technologie nucléaire civile vers l'Arabie saoudite.

L'exécutif a aussi contourné le Congrès le mois dernier pour autoriser huit milliards de ventes d'armes à Riyad. Une vente qu'une alliance de sénateurs républicains et démocrates tente de bloquer. Il n'y a pas encore de date prévue pour le vote, et si la résolution est adoptée, le président pourrait encore y apposer son veto.

Dans une tribune publiée fin novembre, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo avait souligné que le royaume saoudien était une force puissante pour la stabilité du Moyen-Orient. Mais cette nouvelle affaire démontre la fronde persistante du Congrès, y compris côté républicain, sur le soutien de Donald Trump à l'Arabie saoudite.

Source : RFI

Migrants : Trump optimiste sur un accord avec Mexico mais maintient sa menace de taxes

7 juin 2019

Donald Trump a exprimé vendredi un certain optimisme sur la possibilité de parvenir à un accord avec le Mexique pour juguler les arrivées d'immigrés clandestins aux Etats-Unis, tout en confirmant qu'en l'absence de percée, il imposerait lundi des taxes douanières punitives.

"Si nous n'arrivons pas à un accord, le Mexique va commencer à payer les tarifs de 5% dès lundi", a-t-il menacé, depuis l'avion présidentiel Air Force One qui devait le ramener dans l'après-midi à Washington depuis l'Europe où il a assisté aux commémorations du Débarquement de 1944.

Le milliardaire républicain, qui a fait de la lutte contre l'immigration clandestine une de ses priorités, accuse le Mexique de ne rien faire ou presque pour freiner le passage sur son sol de migrants d'Amérique centrale qui finissent par entrer clandestinement aux Etats-Unis.

Malgré les réticences des milieux économiques américains et de certains de ses alliés républicains, Donald Trump a donc décidé d'appliquer dès lundi une taxe de 5% sur tous les biens provenant du Mexique, qui pourrait augmenter progressivement jusqu'à 25% le 1^{er} octobre.

Soucieux d'éviter l'exécution de cette menace, qui serait très dommageable pour les économies des deux pays, Mexico multiplie les gestes de bonne volonté. Les autorités mexicaines se sont ainsi engagées à renforcer la surveillance à leur frontière sud, avec le Guatemala, en déployant 6.000 gardes nationaux.

Elles ont aussi gelé les comptes bancaires de passeurs présumés et renvoyé une centaine de Honduriens dans leur pays. Mercredi, elles avaient bloqué l'avancée d'un cortège d'environ 1.200 migrants qui venaient d'entrer au Mexique depuis le Guatemala, en interpellant environ 400.

Dans le sud du pays, des journalistes de l'AFP ont constaté une plus grande présence policière et militaire sur les routes empruntées par les migrants. Mais le cœur des négociations porte sur une réforme des règles d'asile : Washington souhaite pouvoir renvoyer les migrants vers le Mexique afin que leur dossier y soit traité.

Le Mexique "fait son travail" sur l'immigration tout en "prenant soin de respecter les droits humains et de s'attaquer au problème de fonds, qui est le manque d'opportunités" en Amérique centrale, a souligné le président mexicain.

La grande majorité des 144.000 migrants arrêtés ou refoulés en mai à la frontière sud des Etats-Unis étaient originaires du Honduras, du Salvador ou du Guatemala, pays parmi les plus pauvres et les plus violents du continent.

Source : AFP

Mexique : la médecine légale dépassée face à la violence des cartels

5 juin 2019

Au Mexique, trois laboratoires clandestins produisant des drogues de synthèse ont été démantelés mardi 4 juin, dans l'État de Sinaloa. Le cartel du même nom se concentre désormais

sur cette production depuis la baisse des prix de la marijuana, liée à sa légalisation dans plusieurs États américains.

La violence liée à ce trafic de drogue gangrène le Mexique, particulièrement depuis que l'armée a été déployée pour combattre les cartels en 2006. L'année dernière, un chiffre record de plus de 33 500 meurtres a été atteint et la médecine légale n'arrive plus à suivre.

Un défi pour le gouvernement du président Andres Manuel Lopez Obrador, qui a fait de la lutte contre la violence une priorité.

Des fosses communes découvertes à longueur d'année, des restes humains difficiles à identifier et des morgues qui en conséquence débordent.

L'année dernière, le stockage par l'État de centaines de cadavres dans des camions réfrigérants avait fait scandale. Le nouveau gouvernement mexicain, aux manettes depuis décembre, promet la création d'un nouvel institut de médecine légale.

Mais dans un entretien à l'AFP, la secrétaire à l'Intérieur Olga Sanchez Cordero, le reconnaît, l'urgence est telle que Mexico a déjà fait appel à l'ONU et aux États-Unis.

« Nous sommes face à une crise de la médecine légale. [...] Des restes osseux qui sont parfois très petits, parce qu'ils ont été brûlés, ou parce qu'ils ont été dissous dans l'acide ».

À ce jour plus de 26 000 corps attendent toujours d'être identifiés. Une identification nécessaire pour pacifier le pays, insiste le gouvernement. Le mois dernier une base de données a été créée pour recenser les fosses communes découvertes ces 20 dernières années.

Source : RFI

Venezuela : de nouvelles cargaisons d'aide humanitaire bientôt livrées

6 juin 2019

Au Venezuela, la situation humanitaire s'aggrave de jour en jour, et une partie de la population réclame que de l'aide humanitaire soit envoyée dans le pays, notamment celle de la Croix Rouge promise fin mars.

Seule une cargaison de 24 tonnes est entrée mi-avril et depuis plus rien. Après plus d'un mois et demi de silence, la Croix-Rouge a assuré ce mercredi 5 juin que de nouvelles cargaisons d'aide humanitaires allaient être livrées dans les prochains jours.

Avec le soulèvement militaire du 30 avril, la Croix-Rouge a dû repousser ses livraisons d'aide humanitaire. Depuis, elle négocie pour obtenir un feu vert des différents acteurs, et cela ne devrait pas tarder à aboutir.

Source : RFI

3,3 millions de personnes ont fui le Venezuela depuis fin 2015 (ONU)

7 juin 2019

Quelque 3,3 millions de personnes ont fui depuis fin 2015 la crise au Venezuela, dont un million depuis novembre, a indiqué vendredi l'ONU.

L'ONU estime qu'au total 4 millions de Vénézuéliens sont recensés à l'étranger.

Le Venezuela traverse depuis des mois une profonde crise politique, avec la lutte entre le président Nicolas Maduro et l'opposant Juan Guaido, qui s'est proclamé président par intérim et a été reconnu comme tel par une cinquantaine de pays, dont les Etats-Unis.

Le pays est aussi en proie à une grave crise économique, aggravée par un embargo pétrolier et des sanctions financières imposés par Washington pour tenter de chasser M. Maduro du pouvoir, et souffre de pénuries de nourriture et de médicaments.

L'actrice américaine Angelina Jolie, ambassadrice de bonne volonté du HCR, a été envoyée vendredi, pour une mission de deux jours, à la frontière colombienne avec le Venezuela pour évaluer la réponse humanitaire à cet "exode", considéré par l'ONU comme le déplacement de personnes le plus massif de l'histoire récente de l'Amérique latine.

Source : AFP

De la crise au Venezuela au conflit armé en Colombie

4 juin 2019

Mines anti-personnel, enrôlement forcé par les groupes armés, réseaux de prostitution : fuyant la crise au Venezuela, des migrants se heurtent en Colombie à la violence d'un conflit complexe. Vulnérables, ils sont la cible de tous les trafics.

Sur le fleuve Arauca, le va-et-vient incessant des chaloupes donne le vertige : d'un côté la Colombie, en face le Venezuela. A proximité, il y a un pont, désert : la frontière entre les deux pays frères ennemis reste fermée depuis février.

De là, des policiers impuissants regardent au loin des centaines de personnes débarquer chaque jour sur les berges boueuses. Durant des décennies, les Colombiens ont trouvé refuge au Venezuela. Aujourd'hui, les Vénézuéliens viennent acheter nourriture, médicaments et autres produits qui manquent chez eux. Beaucoup migrent, en quête d'une vie meilleure.

En Colombie, le département Arauca vit sous le joug de l'Armée de libération nationale (ELN), dernière guérilla du pays qui compte plus de 2.000 combattants armés, et au rythme de ses attentats contre l'oléoduc Caño Limon, qui traverse ces plaines d'élevage riches en pétrole.

En outre, depuis la signature de la paix en 2016 avec l'ex-rébellion Farc, des guérilleros dissidents restent actifs dans la zone. De source militaire, ils sont près de 2.300 au niveau national. S'y ajoutent les narco-trafiquants.

Des migrants reprennent vite la route, déterminés à parcourir les 750 km jusqu'à la capitale. Le long du chemin, des postes d'attention ont été aménagés par le Haut-commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU, en collaboration avec d'autres organisations humanitaires.

Des centaines de colis d'alimentation et d'hygiène y sont distribués chaque jour aux "marcheurs". Une situation devenue classique le long des plus de 2.000 km de frontière avec le Venezuela, d'où près de 1,2 million de personnes ont migré en Colombie.

Ce qui est moins banal c'est la "formation au risque de mines anti-personnel" dispensée aux Vénézuéliens qui traversent l'Arauca. Le conflit armé de plus d'un demi-siècle reste prégnant dans ce département.

Après l'Afghanistan, la Colombie est le pays le plus affecté par ce fléau, avec environ 11.400 personnes tuées ou mutilées par les mines.

En outre, le département s'est converti en "corridor de sortie de la cocaïne vers les Caraïbes et l'Europe par les Guyanes", déplore le gouverneur Ricardo Alvarado.

C'est le fait d'"une association gravissime de la dissidence Farc avec des gangs, et nous avons la preuve que le Cartel mexicain de Sinaloa est présent", précise-t-il.

Ignorant ces complexités, les migrants tombent parfois entre les griffes de ces groupes.

"Le groupe armé se sert de la migration pour renforcer ses rangs", dénonce Juan Carlos Villate, défenseur public des droits humains à Arauca.

"Beaucoup d'enfants ont été recrutés par les groupes armés" et "les adultes sont utilisés pour n'importe quelle opération", dénonce-t-il, faisant aussi état de "réseaux de traite de personnes.

La violence n'épargne pas les Vénézuéliens : 31 d'entre eux figuraient l'an dernier parmi les 168 victimes de meurtres dans ce département, l'Arauca, où le taux d'homicides est de 62,2 pour 100.000 habitants, contre 25,4 au niveau national, selon des chiffres officiels.

Source : AFP

L'armée colombienne dément pousser ses unités à "faire du chiffre"

20 mai 2019

Le chef de l'armée colombienne a démenti avoir fait pression sur ses hauts gradés pour augmenter considérablement le nombre de rebelles ou de membres des cartels tués ou capturés lors des opérations militaires.

Ce démenti fait suite à la publication d'un article du New York Times, dans lequel des sources militaires assurent que l'armée a ordonné de doubler le nombre de guérilleros ou criminels morts ou arrêtés, au risque d'augmenter dégâts "collatéraux" et victimes civiles.

"Je n'ai exercé aucune pression", a affirmé devant la presse le commandant de l'armée nationale, le général Nicacio de Jesus Martinez.

Le New York Times écrit que Martinez a donné l'ordre de doubler les résultats opérationnels.

L'article compare cette instruction au scandale dit des "faux positifs" de la fin des années 2000, lorsqu'il avait été révélé que certaines unités de l'armée avaient tué des civils puis avaient fait passer leurs victimes pour des guérilleros afin de gonfler leurs résultats et obtenir des récompenses de leurs supérieurs.

Des dizaines d'anciens militaires ont été condamnés dans le cadre de ce scandale.

Les forces armées colombiennes ont accru leurs opérations de 110% depuis l'arrivée au pouvoir du président Ivan Duque en août 2018, selon le ministre Botero qui explique cette forte hausse par une recrudescence du trafic de drogue.

Source : Reuters

L'Argentine distribue des permis d'exploration pétrolière dans l'Atlantique Sud

18 mai 2019

Alors que la récession touche durement le pays, l'Argentine cherche à tirer profit de ses ressources pétrolières et gazières. Le gouvernement, qui souhaite voir encore se développer le secteur énergétique, vient d'attribuer des permis de prospection dans 18 zones offshore situées dans l'Atlantique Sud.

Ce sont les géants mondiaux des hydrocarbures qui ont raflé la mise, alors que la production argentine s'est effondrée depuis une dizaine d'années.

Après avoir misé sur le développement du gaz de schiste en Patagonie, Buenos Aires regarde de nouveau vers la mer.

Compte tenu de la chute des prix des hydrocarbures, extraire le gaz de schiste argentin n'est plus une bonne affaire. À condition que les nappes ne soient pas trop profondes, l'exploitation en mer reste prometteuse, et les investisseurs étrangers ne s'y trompent pas.

Le Français Total, l'Américain ExxonMobil, l'Anglo-Néerlandais Shell ont répondu présents.

Source : RFI

Brésil : nouvelle mobilisation d'ampleur des étudiants contre Bolsonaro

31 mai 2019

Le gouvernement a pris une série de décisions controversées en matière d'éducation, avec notamment une intention affichée d'"expurger le marxisme culturel" de l'enseignement.

Fin mai, les Brésiliens protestant contre les coupes budgétaires étaient des dizaines de milliers à manifester dans une centaine de villes, deux semaines après des défilés monstres.

La mobilisation était d'une grande ampleur, mais semblait moins importante que celle du 15 mai, quand un million et demi de personnes s'étaient rassemblées dans plus de 200 villes de tous les Etats brésiliens.

La mobilisation des étudiants intervient après l'annonce du gel de 5,1 milliards de réais (environ 1,16 milliard d'euros) dans le budget de l'éducation. Cela affecte notamment les universités fédérales, qui pourraient disposer de 30% de fonds en moins pour leurs dépenses de fonctionnement.

Une semaine après les manifestations de masse du 15 mai, le gouvernement a annoncé que des fonds de la réserve budgétaire seraient utilisés pour combler une partie du gel annoncé au préalable.

Parallèlement, plusieurs dizaines de milliers de partisans de Jair Bolsonaro ont manifesté dans tout le Brésil pour apporter leur soutien au chef de l'Etat et réclamer du Parlement qu'il accélère l'approbation des réformes du gouvernement.

Source : AFP

Massacres dans des prisons au Brésil : des détenus vont être transférés

28 mai 2019

Neuf détenus soupçonnés d'avoir ordonné les massacres qui ont fait 55 morts en deux jours dans plusieurs prisons du nord du Brésil vont être transférés vers des établissements de haute sécurité, ont annoncé les autorités locales.

Le ministre a également annoncé l'envoi d'une "équipe d'intervention" dans les prisons de l'Etat d'Amazonie.

Pour lui, cette situation est due à l'incapacité des autorités de l'Etat d'Amazonie à "contrôler" le système carcéral.

"Le meilleur moyen de réduire la population carcérale est la baisse de la criminalité, qui reste très élevée au Brésil", a ajouté le ministre, qui a soumis récemment au Congrès un projet de loi anticriminalité controversé, prévoyant notamment d'élargir la notion de légitime défense pour les policiers qui abattent des suspects.

Le Secrétariat à l'Administration pénitentiaire d'Amazonie (Seap) a indiqué que la tuerie avait été "motivée par un conflit interne entre membres d'une même faction de narcotrafiquants".

Avec près de 727.000 détenus recensés en 2016, le Brésil compte la troisième population pénitentiaire du monde, souvent secouée par des drames liés aux affrontements entre gangs.

La capacité des prisons est deux fois moindre, environ 368.000 places, la plupart avec des conditions insalubres, dans ce pays de près de 210 millions d'habitants qui est l'un des plus violents au monde.

Source : AFP

Brésil : les tueries se poursuivent

20 mai 2019

Au moins 11 personnes ont été tuées par balles fin mai par des inconnus qui ont ouvert le feu dans un bar de Belem, dans le nord du Brésil, avant de prendre la fuite.

La tuerie aurait été perpétrée par sept hommes armés, arrivés à bord d'une moto et de trois voitures, et qui ont ensuite pris la fuite, a indiqué la presse locale, citant des sources policières.

Le bar où s'est déroulée la fusillade est situé dans un quartier très peuplé de Belem où des agents fédéraux étaient venus en renfort, en mars dernier, pour tenter d'enrayer la hausse de la criminalité.

L'Etat amazonien de Para est le huitième état le plus violent du Brésil, avec un taux de 53,4 homicides pour 100.000 habitants, au-dessus du taux national de 30,8.

Belem, une ville de presque 1,5 million d'habitants, est quant à elle la troisième capitale régionale la plus violente du pays.

Les tueries se sont multipliées ces dernières années dans les périphéries des grandes villes, parallèlement au développement du narcotrafic et, plus récemment, des milices parapolicières qui se disputent le contrôle de ces territoires.

Source : AFP

PLANETE GLOBALE

La FAO salue la centaine de pays qui ont adhéré au traité de lutte contre la pêche illégale

4 juin 2019

La FAO a salué mardi la centaine de pays qui ont déjà adhéré, ou sont sur le point de le faire, à l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'Etat du port (PSMA) qui permet de lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée.

Le PSMA, un traité international négocié par l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), est entré en vigueur en 2016. Cet accord implique que les navires étrangers se soumettent à des contrôles dans n'importe quel port d'escale si les Etats portuaires le jugent nécessaires, et exigent que ces derniers partagent les informations liées aux violations observées.

Selon certaines estimations, la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) représente près de 26 millions de tonnes de captures mondiales de poissons chaque année (ou près d'un tiers) et compromet les efforts visant à assurer des pêches durables grâce à des mesures de gestion efficaces des stocks de poissons à travers le monde.

Le travail des parties est essentiel en vue de protéger les ressources marines mondiales et de parvenir au développement durable. La pêche INN menace également des millions de moyens d'existence et perturbe les marchés de cette importante industrie mondiale et source de nutrition.

Source : ONU

Les chimpanzés ne survivent plus que dans des "ghettos forestiers"

4 juin 2019

Sous la pression de l'urbanisation et de la chasse, les chimpanzés ne survivent plus que dans des îlots de nature de plus en plus petits, se sont alarmés des primatologues spécialistes de ce plus proche parent des humains.

Les quatre sous-espèces du primate africain sont menacées d'extinction et l'une d'entre elles -le chimpanzé verus- a perdu plus de 80% de sa population en trois générations.

Après une réunion en Allemagne, 40 experts du monde entier ont lancé un appel pour sauver cet animal qui partage près de 99% des gènes de l'homme.

Comme beaucoup d'autres gros animaux, la principale menace qui pèse sur ces singes est la perte de leur habitat, réduit par l'extension des villes qui abritent une population en hausse, les industries minières, la déforestation ou l'agriculture. Les chimpanzés sont aussi chassés pour leur viande ou abattus par les fermiers qui veulent protéger leurs cultures.

Source : AFP

La mystérieuse flambée des émissions de méthane

30 mai 2019

C'est un nouveau mystère dans l'air : la flambée des émissions de méthane, un gaz à effet de serre, qui est vingt-huit fois plus puissant que le gaz carbonique. Ces cinq dernières années, l'augmentation des taux de méthane dans l'atmosphère terrestre s'est accélérée, elle a enregistré une croissance deux fois plus élevée que sur la période précédente (2007 - 2013).

C'est l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA) qui a publié récemment ces données. Mais les scientifiques peinent à expliquer ce phénomène. Le méthane est émis par la production de gaz naturel par l'agriculture, les déchets ou encore les zones humides, cela ne fait plus de doute.

Mais les hypothèses pour expliquer la récente flambée des émissions ne font pas l'unanimité. Certains experts évoquent l'exploitation du gaz et du pétrole de schiste aux États-Unis, - les industriels auraient sous-déclaré les fuites de méthane de leurs puits, mais aussi l'exploitation du charbon en Chine. Et enfin, l'essor de l'élevage en Asie, en Amérique latine et en Afrique.

D'autres estiment que cette hausse provient des zones humides tropicales. En effet, les émissions de méthane augmentent avec la température. Or, sous l'effet du réchauffement planétaire, ces zones deviennent plus chaudes et s'étendent. Elles pourraient donc relâcher plus de méthane : c'est un cercle vicieux.

Et la situation pourrait encore empirer avec les rejets de méthane qui pourraient être provoqués par la fonte de l'Arctique. En attendant d'y voir plus clair, il faut dès à présent réduire les sources connues, préviennent les scientifiques. Il faut avant tout limiter les rejets provoqués par l'industrie du pétrole et du gaz.

Source : RFI

Des milliers d'attaques contre l'éducation dans 34 pays ces cinq dernières années (UNESCO)

29 mai 2019

Plus de 14.000 attaques armées contre l'éducation ont eu lieu ces cinq dernières années dans 34 pays touchés par des conflits, selon de nouvelles données de la Coalition mondiale pour la protection de l'éducation contre les attaques (GCPEA), à laquelle appartient l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Ces nouvelles données ont été publiées alors que des représentants de haut niveau de plus de 90 pays ont participé les 28 et 29 mai à Palma de Majorque, en Espagne, à une conférence internationale pour encourager notamment les États qui ne l'ont pas encore fait à souscrire à la Déclaration sur la sécurité dans les écoles.

Les recherches ont en outre révélé que dans au moins 30 pays, les écoles ont été utilisées à des fins militaires. Par ailleurs, les filles et les femmes étudiantes et enseignantes ont été directement prises pour cibles dans au moins 18 pays, victimes de bombardements d'écoles pour filles, d'enlèvements, de viols et de harcèlement.

À ce jour, 89 pays – près de la moitié de l'ensemble des États membres de l'ONU – ont souscrit à la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, et se sont engagés à prendre des mesures concrètes pour mettre fin au ciblage des écoles et des universités, des étudiants et du personnel.

Source : ONU

Une étude alerte sur la pollution aux antibiotiques dans les rivières

28 mai 2019

Les scientifiques parlent d'un « problème mondial ». Selon une vaste étude réalisée par deux chercheurs britanniques, de nombreuses rivières présenteraient des concentrations d'antibiotiques anormalement élevées.

Or, la présence de ces substances dans l'eau pourrait participer au développement de bactéries multirésistantes, des super bactéries qui, selon l'ONU, pourraient tuer 10 millions de personnes par an d'ici 2050.

C'est une étude présentée comme inédite par son ampleur.

Les rivières les plus polluées se trouvent au Kenya, au Ghana, au Nigeria, au Pakistan ou encore au Bangladesh.

Cependant, le problème n'épargne ni l'Europe ni l'Amérique, deux continents qui présentent également des cours d'eau contaminés.

Les sites à haut risque se trouvent généralement à proximité de décharges de déchets ou d'égouts.

La surconsommation humaine et vétérinaire expliquerait ce phénomène, car le corps ne métabolise pas toutes les molécules ingérées et en rejette une partie par l'intermédiaire des excréments.

Par ailleurs, les rejets d'usines de fabrication d'antibiotiques peuvent aussi jouer un rôle dans cette pollution qui favoriserait le développement de bactéries multi résistantes. Résoudre le problème est un défi monumental, concluent les scientifiques qui insistent sur la nécessité d'investir dans des infrastructures de gestion des déchets et de traitement des eaux usées.

Source : RFI